RENDEZ-VOUS
Ghita El Khayat

MONDE
L'influence des Rwandaises

TÊTE-À-TÊTE
Marquise Lepage

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2009

Gazette DES FEMMES

www.gazettedesfemmes.com
Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plus jamais sans les femmes

Septembre-octobre 2009 Vol. 31, nº 2 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

RUBRIQUES

DOSSIER

12 **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Plus jamais sans les femmes

Pour être durable, le développement doit être porté par des pratiques égalitaires impliquant un réel partage du pouvoir entre les femmes et les hommes. Kim Cornelissen explique pourquoi.

16 **Baie-Saint-Paul : l'égalité à l'agenda**

Un maire sensibilisé. Des femmes mobilisées. Mais encore beaucoup d'efforts à déployer pour convaincre organismes et entreprises de monter dans le train de l'égalité des sexes. Entrevue à quai.

18 **Le filon féminin**

Dans les bureaux comme en usine, le secteur de la métallurgie met déjà l'épaule à la roue de l'égale représentativité des sexes. Débuts modestes mais tangibles chez Rio Tinto.

20 **Voyager et changer le monde**

Le tourisme se métamorphose. Écologique, équitable et responsable, il devient un outil fondamental dans la lutte contre la pauvreté et, par ricochet, une voie d'accès à l'égalité pour les femmes des pays du Sud.

6 Jamais trop tôt pour bien faire

22 Cent fois sur le métier

24 Le grand ménage des Rwandaises

27 Second regard

3 LA RÉDACTION VOUS PROPOSE 4 BOÎTE AUX LETTRES 5 MOT DE LA PRÉSIDENTE
9 PERSPECTIVE CSF 30 BOUQUINS 33 ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE 34 BILLET

UN GRAND PAS POUR LA *GAZETTE*

Septembre 2009. Date inscrite à notre calendrier depuis plusieurs mois. Étape charnière dans la vie de la *Gazette des femmes* : notre publication est maintenant accessible gratuitement sur le Web, libre de rayonner partout sur la planète ! Oui, la *Gazette* demeure plus vivante que jamais !

Ce vent de nouveauté a insufflé à notre équipe l'idée de créer de nouvelles rubriques : Billet et Actualité. La première offrira à de jeunes féministes issues de différents horizons l'occasion de signer un texte sur un sujet qui les passionne, avec comme toile de fond l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. Le partage des observations et des expériences de vie de ces jeunes femmes avec le lectorat de la *Gazette* nous semble un moyen tangible d'encourager la relève féministe tout en jetant quelques passerelles entre ces nouvelles venues et les militantes d'hier. Dans ce numéro-ci, c'est Karine Dubois, une jeune productrice de cinéma indépendante, qui relate la petite enquête qu'elle a effectuée pour mieux comprendre le manque de confiance dont seraient affligées les jeunes réalisatrices. La rubrique

> Notre publication est maintenant accessible gratuitement sur le Web, libre de rayonner partout sur la planète !

Actualité sera quant à elle teintée de l'air du temps. Tantôt culturelle, tantôt gouvernementale ou financière, elle se pliera volontiers aux soubresauts des événements les plus marquants de l'actualité québécoise que l'équipe de la *Gazette* aura choisi de fouiller davantage. Cette fois-ci, l'équité salariale a retenu notre attention, compte tenu des gains importants obtenus avec l'adoption du projet de loi 25 par l'Assemblée nationale, en mai dernier.

Nous avons retiré les rubriques Nouvelles et Nouvelles internationales pour des raisons pratico-pratiques. La fréquence de parution rendait difficile le traitement de ce type d'information à la durée de vie limitée. Comment réaliser avec le Web, instantané, en étant publié tous les deux mois ? En contrepartie, vous pourrez lire certains morceaux choisis de l'actualité canadienne et internationale en matière de condition féminine et d'égalité entre les femmes et les hommes en vous rendant au www.placeegalite.com sous l'onglet *Gazette des femmes*.

Gros plan sur le développement durable

Dans le dossier de ce numéro, nous abordons la question du développement durable. Des mots qui, sitôt énoncés, évoquent pour la plupart d'entre nous les changements climatiques, la pollution de la planète et la protection de l'environnement. Erreur. Ou plutôt, portrait incomplet. Certes, l'environnement est l'une des trois sphères d'activité que touche le développement pérenne. Mais ce dernier concerne aussi l'économie et la société. Les divers indicateurs qui permettent de juger de l'efficacité des nouvelles façons de faire du développement sont étroitement liés à ces trois secteurs.

Et l'égalité des sexes dans tout ça ? Pour plusieurs, le lien ne saute pas aux yeux – avec raison. Pour faire la lumière là-dessus, la *Gazette* s'est entretenue avec une spécialiste de la question, Kim Cornelissen. Encore malmené, l'indicateur « égalité des sexes » semble pourtant appelé à figurer en tête de liste des objectifs de toute stratégie de développement que l'on souhaite qualifier de durable. Comme le suggère Mme Cornelissen, il ne s'agit plus tant de se demander ce qu'il faut faire pour aider les femmes, mais bien de quelle manière elles peuvent contribuer au développement de la société. Voilà une perspective plus qui intéressante…

Bonne lecture !

Nathalie Bissonnette
Rédactrice en chef

Faites-nous parvenir vos commentaires !

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles. Les lettres peuvent être abrégées.

gazette@csf.gouv.qc.ca

Gazette des femmes
Conseil du statut de la femme
800, place D'Youville, bureau 300
Québec (Québec) G1R 6E2

Jamais trop tard

Nous avons été ravies de lire l'article sur la relève féministe dans le numéro de mai-juin dernier, mais surprises de n'y voir aucune mention du blogue www.jesuisfeministe.com, une initiative québécoise qui regroupe une trentaine de jeunes collaboratrices de tout acabit. Il y a peu de plateformes pour les jeunes féministes, encore moins en français, ne nous retenons pas d'en faire la promotion !

Isabelle N. Miron et Marianne Prairie
Rédactrices en chef du blogue

RDLR : Tout à fait ! D'ailleurs, un hyperlien menant vers votre blogue a été intégré au site Internet du Conseil du statut de la femme : www.csf.gouv.qc.ca, sous l'onglet Autres liens.

La *Gazette* sur le Web : vos réactions

Nous venons de recevoir un autre excellent numéro de la *Gazette des femmes* accompagné d'une lettre nous informant de votre décision d'offrir cette publication gratuitement sur le Web. Même si nous nous réjouissons de cette décision, nous sommes déçus de l'élimination de la version papier. Combien sommes-nous à lire des bouquins ou des magazines sur la Toile ? Très peu. Il faut avoir l'œil exercé, et pour la peine ! Votre décision vise à « accroître votre rayonnement » : nous espérons vraiment que cela se réalise.

Alain et Marthe Bélanger
Québec

Je viens de prendre connaissance de l'avis indiquant que la *Gazette des femmes* sera désormais accessible gratuitement sur le Web et je tiens à féliciter les initiatrices de cette excellente décision. Au plaisir de lire toujours les mêmes bons articles !

Maguy Robert
Montréal

Après avoir lu votre lettre faisant part de votre décision de rendre la *Gazette* accessible au public, je trouve votre décision très pertinente. Malgré mon attachement à la version papier, je consulterai la *Gazette* sur le Web à partir de septembre. Bravo et bon succès !

Nicole Théorêt
Beloeil

D'abord, laissez-moi vous dire que j'adore la *Gazette des femmes* et ses articles des plus intéressants. Je vous tais part de mon regret quant à la décision de publier cette revue sur le Web seulement. J'aime mieux une version papier que l'on traîne chez le médecin comme partout ailleurs lorsqu'une période d'attente est prévue. Ma belle-mère ainsi que deux amies se la partageaient. Elles n'ont pas accès à Internet au centre d'hébergement où elles habitent. Finies ces petites douceurs !

Nicole Giguère
Pont-Rouge

Le début d'un temps nouveau

Au moment où nous écrivons ces lignes, plus de 1200 personnes ont déjà visité le www.placealegalite.com pour s'inscrire à la liste d'envoi qui permet de savoir à l'avance la date de mise en ligne de la *Gazette des femmes*, désormais publiée gratuitement sur le Web. Toute l'équipe s'en réjouit !

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'interne et sous la supervision du Conseil du statut de la femme.
Le Conseil du statut de la femme en est l'éditeur.

- **Direction**
  Nathalie Saint-Pierre
- **Rédactrice en chef**
  Nathalie Bissonnette
- **Rédactrice-réviseure**
  Sophie Marcotte
- **Correctrices d'épreuves**
  Sophie Marcotte et Anne Farr
- **Réalisation graphique**
  Michèle Tellier
- **Adjointe administrative**
  Caroline Lehoux
- **Photographie en couverture**
  Daniel Lemaigre
- **Impression**
  Offset Rolland
- **Marketing et publicité**
  Fabienne Valentin, tél. : 514 873-5458, ou 1 800 463-2063
- **Courriel**
  publicite@csf.gouv.qc.ca
- **Site Internet**
  www.gazettedesfemmes.com

- **Abonnements, changements d'adresse et retours postaux**
  Gazette des femmes
  [illegible]
  C.P. 500, Succ. Havre-Aubert
  Îles-de-la-Madeleine (Québec) G4T 2A5
  Tél. : 1 418 986-6377
  Téléc. : 1 418 986-6390
- **Courriel abonnements**
  gazettedesfemmes@globetrotter.net

Les articles publiés dans la Gazette des femmes sont indexés dans Repère et dans Presse de la santé et des services sociaux.

La Gazette des femmes se dégage de toute responsabilité au sujet des annonces des exposants publiés dans ses pages.

Poste publications – N° de convention 40069512

Dépôt légal : 3e trimestre 2004
ISSN : 0702-8563

© Gouvernement du Québec

Conseil du statut de la femme
Québec

© Jean-Louis Bruno

L'ANTIFÉMINISME DANS LES MÉDIAS
ATTEINTE AUX VALEURS D'ÉGALITÉ

N'ayons pas peur des mots ! Depuis toujours, l'émancipation des femmes dérange. Et sans doute que, de nos jours, la présence du discours antiféministe dans les médias en est une illustration concrète. Selon la Table de concertation de Laval en condition féminine[1], « les antiféministes s'opposent aux changements et particulièrement à ceux apportés par le mouvement féministe. [...] Les idées véhiculées dans les discours antiféministes suggèrent que l'égalité serait atteinte, que les femmes auraient trop de droits et que la société favoriserait ceux des hommes ». Le discours des antiféministes repose sur l'idée que les inégalités, de même que les différences d'attitudes et de comportements entre les femmes et les hommes, s'expliqueraient *par essence* plutôt que par la socialisation. Ainsi, la nature (féminine ou masculine) déterminerait non seulement la physiologie, mais aussi une multitude d'aptitudes et d'intérêts personnels. Ce qui est dans la grandeur, et qu'il faut anticiper, est que cette tendance ne porte sérieusement atteinte aux valeurs d'égalité entre les femmes et les hommes.

L'éclosion de cette mouvance à l'endroit des féministes repose sur une genèse intéressante. Sachons-nous surprises d'entendre que les masculinistes ne sont pas étrangers à tout ce cirque ? Sans doute que non. Mouvement peu étudié et encore mal connu, le masculinisme émerge de « l'idée que les hommes sont mal et qu'ils vivent une crise d'identité ». [...] Cette prétendue crise de la masculinité aurait une cause : les femmes, et surtout les féministes, qui domineraient la société québécoise d'aujourd'hui, alors que les hommes déchus seraient reléguées dans des rôles méprisables[2]. « Ce mouvement social – s'il en est un – serait formé d'un ensemble d'individus et de groupuscules qui œuvrent à la fois pour contrer le féminisme et promouvoir les privilèges et le pouvoir des hommes. Leur force de frappe est importante, voire démesurée, par rapport à la structure dont ce mouvement dispose et à la minorité d'hommes qui forment les groupes masculinistes. Pourquoi ? En langage publicitaire, nous dirions que les masculinistes occupent une place stratégique pour influencer l'opinion publique à l'égard de leurs revendications. Leurs armes de prédilection ? Les médias et l'espace public.

Les travaux de la chercheuse Ruth Altmiss[3] apportent un éclairage intéressant : « Dans la presse écrite analysée, le nombre des articles féministes ou prééministes est supérieur à celui des articles masculinistes. Cependant, ces derniers semblent avoir plus d'impact sur les lecteurs ou, au moins, semblent inquiéter les lectrices féministes, car à la lecture de la rubrique du courrier des lecteurs, l'impression reste celle d'être "bombardées" par de tels articles. Moins nombreux certes, mais plus efficaces, serait la conclusion à en tirer. » Extrêmement actifs grâce aux médias électroniques, les masculinistes mettent sur pied des sites Internet et investissent massivement les forums et les débats. Sous des dehors nobles – la promotion des droits des pères et des hommes –, leurs dénonciations visent plutôt le démembrement du féminisme, des féministes et des « femmes ».

Dans un monde où la nouvelle aspire à être publiée avant même de s'être produite, des journalistes pressés par le temps reprennent une documentation douteuse fournie par des individus associés au mouvement masculiniste. Des chroniqueuses et des chroniqueurs expriment des opinions inspirées de propos antiféministes et certains journalistes adhèrent au discours de « l'homme en crise à cause des femmes et du féminisme », comme en témoigne le titre d'un article paru dans *La Presse* : *Les garçons, ces lâssés pour compte d'une société qui n'en a que pour les filles, alors qu'elles forment plus de la moitié de la clientèle des universités*. Pourtant, les travaux du chercheur en éducation Jean-Claude St-Amant[4] ont clairement démontré que les garçons ont des notes semblables à celles des filles sauf en lecture et en écriture. Tout comme il n'y a pas de lien prouvé entre la proportion de femmes qui enseignent et les écarts de réussite entre garçons et filles[5], selon le Conseil supérieur de l'éducation. En fait, le problème n'est pas aussi grave que le discours ambiant le laisse croire. Ce sont davantage les garçons des milieux défavorisés qui ont des difficultés à l'école. Et la solution ne réside pas dans l'offre d'activités sportives destinées spécifiquement aux garçons pas plus que dans la non-mixité des écoles. C'est plutôt la fabrication des garçons par la société qu'il faut montrer du doigt, et la première piste d'intervention proposée par le chercheur vise justement à lutter contre les stéréotypes masculins et féminins.

Pourquoi si peu de sens critique ? Comment de tels mensonges ont-ils pu percer le filtre supposément objectif des médias ? La portée du discours antiféministe est majeure et la mouvance masculiniste est bruyante au Québec. Même les messages émanant du Conseil du statut de la femme sont souvent mal rapportés ou mal interprétés, donnant libre cours à des propos antiféministes.

Un antidote à administrer ? Des médias féministes forts. Et dans cet esprit, la *Gazette des femmes* peut aider à faire contrepoids à ce discours pernicieux et à en atténuer les effets pervers. Le dossier intitulé *Le procès du féminisme*, publié dans la *Gazette* au printemps 2003, est d'ailleurs toujours d'actualité[6]. Désormais diffusée sur le Web, notre publication portera encore longtemps son message d'égalité entre les femmes et les hommes.

Christiane Pelchat
Présidente
Conseil du statut de la femme

1. Marie-Claire Belleau, Façons féministes, comment le vivre ? Réponses au discours anti-féministe, Laval, Table de concertation de Laval en condition féminine, 2005, 37 p.
2. Collectif d'auteurs sous la direction de Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri, Le mouvement masculiniste au Québec : l'antiféminisme démasqué, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2008, 252 p.
3. Ruth Altmiss, Médias et masculinisme à Montréal, Montréal, Table des groupes de femmes de Montréal, 2007, 31 p.
4. Jean-Claude St-Amant, Les garçons et l'école, Montréal, Sisyphe, 2007, 120 p.
5. Conseil supérieur de l'éducation, Pour une meilleure réussite scolaire des garçons et des filles, Québec, 1999, 119 p.
6. À lire ou à relire : www.gazettedesfemmes.com

Jamais trop tôt pour bien faire

Un cours sur le féminisme au secondaire ? Et pourquoi pas ! Depuis 2005, quatre Ontariennes dans la vingtaine ont porté l'idée à bout de bras : pétitions, ateliers, lobbying auprès du gouvernement. Tant et si bien que le ministère de l'Éducation a décidé d'inscrire le cours au programme dès le printemps 2011. Oui, madame !

par Lisa-Marie Gervais

« J'en ai vu des filles saoules à des partys… et des gars qui faisaient ce qu'ils voulaient avec elles. C'est pas le genre d'éducation sexuelle qu'on veut recevoir », lance Lara Shkordoff. Au bout du fil, la voix est jeune, mais le ton, déterminé. L'étudiante de 24 ans diplômée en communication n'a pas la langue dans sa poche. Ni les deux pieds dans la même bottine. Avec trois copines de l'Université de Western Ontario, elle a fondé, en 2005, le Projet Miss G_, un groupe de jeunes féministes prenant à cœur l'égalité des sexes. L'objectif ? Mener campagne pour que les élèves de 11e et 12e années (des jeunes âgés de 15, 16 ans) des écoles secondaires ontariennes puissent avoir un cours qui aborde les questions d'un point de vue féminin. Une sorte de cours sur le sexe… mais pas nécessairement celui que donnerait une infirmière. On y aborderait la question des rapports sexuels, certes, mais on y causerait aussi société, histoire, droits…

« Il m'a manqué quelque chose à l'école secondaire : les connaissances de base pour m'aider à décoder la société, surtout les relations hommes-femmes, constate Lara Shkordoff, lucide. Je voudrais que les filles puissent développer leur pensée critique. » Évidemment, elle reconnaît qu'elle n'a pas eu à se battre autant que sa mère et sa grand-mère pour affirmer des droits. À commencer par celui d'aller à l'école. « On a des acquis. Mais pour moi, il y a encore beaucoup de sexisme dans la société, même si c'est moins évident qu'à l'époque. »

> L'estime de soi des jeunes filles chute lorsqu'elles commencent l'école secondaire.

Vraiment ? Pour la jeune femme, qui travaille comme réceptionniste pour payer ses études, c'est une réalité quotidienne. Le stéréotype de la jeune et jolie secrétaire, elle connaît. « Je vis une expérience de sexisme tous les jours », affirme-t-elle. Dans le regard des hommes qui la dévisagent ou l'observent à la dérobée, mais aussi dans celui des femmes qui la scrutent de la tête aux pieds. « Je peux lire dans leurs pensées. Le simple fait que je sois réceptionniste fait en sorte que les gens me perçoivent différemment. » Certes, dans nos sociétés occidentales, on remet de moins en moins en question le droit des femmes à travailler ou celui des hommes à se prévaloir d'un congé parental. Selon Lara Shkordoff, la différence est plus subtile. « On va jusqu'à catégoriser physiquement les femmes et penser que, selon leur grosseur ou la couleur de leur peau, elles doivent être traitées comme ceci ou comme cela », lance la jolie brunette.

Une croisade féministe

Cette croisade contre le sexisme part d'un constat : l'estime de soi des jeunes filles chute lorsqu'elles commencent l'école secondaire, études à l'appui. À la télé, sur Internet, dans les magazines, les jeux vidéo, les films, les jeunes sont bombardés de stéréotypes et d'images d'une conception téléguidée des relations. Les femmes – comme les hommes – s'y perdent, croit la jeune Ontarienne. C'est sans compter la violence qui sévit dans toutes les couches de la société. « Le harcèlement sexuel est encore très présent, surtout dans les communautés autochtones. La violence est épidémique. On dit qu'une femme sur trois est maltraitée dans une relation, et notre société continue d'accepter ça sans rien dire, s'indigne-t-elle. Pour moi, il est clair que c'est un problème d'éducation. Je sentais qu'un cours était nécessaire. »

Mais attention, pas question de casser du sucre sur le dos des messieurs. Il ne s'agit pas d'un « cours de filles » où seront tirées des conclusions simplettes à la « les hommes viennent de Mars et les femmes, de Vénus ». Le but est de mettre les femmes en valeur en appelant les choses par leur nom. Les mouvements féministes, les droits des femmes, la sexualité féminine, les femmes et l'art et même le lesbianisme : ce cours sera l'occasion d'aborder divers sujets qui intéresseront les femmes au cœur de l'histoire. D'un point de vue pratique, des ateliers et des débats pourraient être réalisés sur la violence faite aux femmes, l'avortement, l'anorexie… « Je serais heureuse si le cours parvenait à ouvrir les yeux des jeunes. On voudrait qu'ils soient ensuite capables, parce qu'ils sont mieux se connaître, d'établir de meilleures relations avec les autres, explique la militante féministe. Et bien sûr, s'ils arrivaient à être critiques vis-à-vis de leurs institutions, ce serait l'idéal. »

Attention, femmes avec cerveaux !

Son groupe de militantes pédagogiques s'est formé à la suite d'une profonde réflexion entre copines sur la manière de changer les mentalités dès l'adolescence. En 2005, à la sortie d'un cours en études féministes à l'université, Sarah Ghabrial et Sheetal Rasal se remémoraient leur passage à l'école secondaire. Elles ont dû reconnaître qu'elles auraient pu éviter certaines mauvaises expériences si elles avaient eu accès, avant l'université, à une sorte de cours 101 des relations hommes-femmes, par exemple. « L'étape de l'école secondaire est cruciale dans le développement d'un individu », insiste Lara Shkordoff, qui s'est aussitôt jointe au duo, suivie de Dilani Mohan.

C'est ainsi qu'est né le Projet Miss G_, nommé en l'honneur d'une étudiante en médecine de la Nouvelle-Angleterre qui a vécu à la fin du 19e siècle. Fait

rarissime à l'époque, Miss G avait réussi à s'imposer dans ce milieu d'hommes en figurant parmi les meilleures de sa cohorte. Terrassée d'un mal soudain, la demoiselle dans la fleur de l'âge a rendu l'âme en 1873. L'autopsie a révélé une anomalie au cerveau. Tout en louant sa persévérance et son talent, Edward H. Clarke, un médecin et homme de science respecté, avait néanmoins conclu que la jeune dame était morte d'avoir trop « utilisé » son cerveau. Elle n'avait pas « un bon système reproducteur qui allait servir la race », elle qui « dépensait toutes ses énergies à des travaux intellectuels », avait écrit le Dr Clarke dans un article scientifique. « C'est une histoire horrible mais citée à la fois. Elle sert bien notre cause. Les gens doivent la connaître », souligne Lara Shkordoff.

À coup d'ateliers à l'université, de sit-in, d'une centaine de pétitions, de sites Internet, de t-shirts roses, les quatre jeunes filles ont consolidé leurs appuis… qui ont fait boule de neige. Solidement organisées, elles ont même convié le tout-Toronto à une partie de croquet sur la pelouse de Queen's Park. Vêtues de leurs uniformes « Miss Éducation », le message qu'elles lançaient était sans équivoque.

Dans l'arène médiatique, elles ont séduit le *Toronto Star*, des magazines de tout acabit, des journaux locaux et la radio AM de Toronto. Des professeurs et des étudiants se sont ralliés à leur cause. Certaines commissions scolaires de la région de Toronto ainsi que l'écrivaine militante féministe Judy Rebick les ont également appuyées. Ne restait plus qu'à s'attaquer au plus gros morceau : le gouvernement. Stratégiquement, il fallait d'abord aller chercher des appuis de députées de la région, pour ainsi remonter jusqu'au ministère de l'Éducation.

Course à obstacles

Mais cette opération séduction, qu'elles ont menée presque sans argent – à part des dons et une petite bourse gouvernementale –, n'aura pas toujours été facile. Deux ministres de l'Éducation sont passés sans donner suite aux revendications du Projet Miss G… « Au début, le gouvernement nous a complètement ignorées. Ça a pris un certain temps avant qu'on nous prenne au sérieux », raconte Lara Shkordoff. Une femme, Kathleen Wynne, ministre de l'Éducation depuis 2007, a fini par leur tendre l'oreille… et la main. Moins d'un an plus tard, en février 2008, voyant que l'équipe de travail n'avait pas encore commencé à plancher sur la rédaction d'un cours, les « mademoiselles G » se sont impatientées. Elles ont invité leurs partisans à inonder d'appels les bureaux du cabinet de la ministre. Se heurtant à des boîtes vocales remplies à pleine capacité, le groupe a contre-attaqué par une offensive courriel. Dehors, devant les bureaux du Ministère, des manifestants ont dénoncé la violence faite aux femmes, parsemées au passage.

À l'hiver 2009, le cours a finalement été testé sous forme de projet pilote dans une poignée d'écoles ontariennes. Au ministère de l'Éducation, la porte-parole, Patricia MacNeil le confirme : intégré dès le printemps 2010 au nouveau curriculum en sciences sociales, le cours *Équité, women studies and world cultures* sera officiellement offert dans toutes les écoles secondaires de l'Ontario dès l'automne 2011. À condition qu'il y ait une demande. Pour épargner certaines susceptibilités, le cours sera optionnel. « Parler de colonisation, d'oppression des femmes, de lesbianisme et d'homophobie, ce n'est pas rien », reconnaît Lara Shkordoff. En effet. Mais pour détruire les tabous qui planent encore sur ces sujets délicats, elle a fort bien choisi son arme.

LE CANADA S'ÉVEILLE

L'Ontario n'est pas la seule province à avoir mis de l'avant une telle initiative au secondaire. L'Alberta possède son cours *Women and gender studies*. Le Nouveau-Brunswick a son cours Femmes, médias et cultures et la Colombie-Britannique a également fait un pas dans cette direction. Qu'attend le Québec ?

PRIX FEMMES D'AFFAIRES DU QUÉBEC
2009
PARTICIPEZ AU SEUL GALA QUI RECONNAÎT L'EXCELLENCE AU FÉMININ À TRAVERS LE QUÉBEC !
INVITATION AU Dîner-Gala
Mardi 20 octobre 2009
Présidente d'honneur
Madame Sylvie Paquette
Présidente et chef de l'exploitation
Desjardins Groupes d'assurances générales inc.
Lieu
Salle de bal du Hilton Montréal Bonaventure
900, rue de La Gauchetière Ouest, Montréal
Heure
18 h : Cocktail • 19 h : Dîner et remise des prix
Présenté par Réseau des femmes d'affaires du Québec inc.
Réservation
Téléphone : 514 521-2441
ou 1 866 332-2663
Télécopieur : 514 521-0410
prix@rfaq.com | www.prix.rfaq.com

JEUNES REGARDS SUR L'ÉGALITÉ

Comment les jeunes perçoivent-ils l'égalité entre les femmes et les hommes ? Le Groupe de travail sur les jeunes a mené une consultation pour trouver réponse à cette question. Bref survol des résultats de cette « enquête ».

| par Maude Proulx

Entre 2006 et 2008, le Groupe de travail sur les jeunes du Conseil du statut de la femme a piloté une consultation auprès de jeunes Québécoises et Québécois. Des élèves du 2e cycle du secondaire, des niveaux collégial et universitaire ainsi que de jeunes adultes sur le marché du travail ont été interrogés.

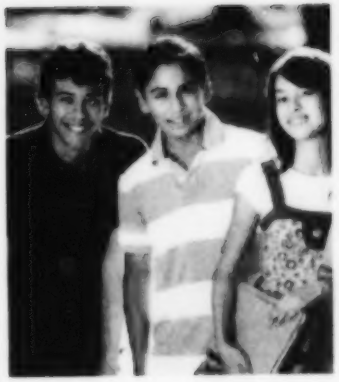
L'objectif ? Connaître leur perception de l'égalité des sexes et saisir leurs préoccupations en la matière. L'information recueillie est riche en contenu et fournit des indicateurs qui permettent de rendre compte des perceptions et des préoccupations des jeunes joints par la consultation, lesquelles sont présentées dans le rapport *Regards de jeunes sur l'égalité*. La portée de ce document demeure toutefois exploratoire, et les résultats présentés ne visent pas la généralisation : les jeunes Québécoises et Québécois peuvent entretenir d'autres perceptions que celles formulées dans le rapport.

DANS LA FAMILLE

La première perception qui domine les propos des jeunes et qui est plus manifeste dans ceux des jeunes femmes que dans ceux des jeunes hommes est que la situation est plutôt inégalitaire pour les femmes, notamment parce qu'elles assumeraient une plus large part des tâches domestiques. Toujours selon ces jeunes, la persistance des stéréotypes sexuels et sexistes ainsi que celle des rôles traditionnels au sein des familles sont deux autres sources d'inégalité encore présentes dans la société.

Parmi les répondantes et les répondants qui jugent la situation inégalitaire pour les femmes, certains évoquent également la façon dont les filles et les garçons sont éduqués et traités par leurs parents. Selon eux, les garçons bénéficient d'une plus grande liberté alors que les filles sont plus surveillées, doivent rentrer plus tôt et rendre davantage de comptes sur leurs allées et venues parce qu'elles sont considérées comme plus vulnérables en raison, notamment, des risques d'agression et de grossesse précoce.

À L'ÉCOLE



Au sujet de l'atteinte de l'égalité des sexes durant les études, trois perceptions totalement différentes se dégagent des propos recueillis. D'abord, la plupart des jeunes estiment que l'égalité est atteinte, notamment en ce qui a trait à l'accès aux études et aux modes d'évaluation scolaire. Ils considèrent que les femmes et les hommes sont évalués de la même façon, qu'ils sont libres de choisir le domaine d'études qui leur plaît et qu'ils peuvent poursuivre des études supérieures s'ils le souhaitent.

Bien que le milieu scolaire apparaisse égalitaire pour plusieurs, certains jeunes sont d'avis que la situation est plutôt inégalitaire pour les hommes. Selon eux, l'école n'est pas conçue pour répondre aux besoins des garçons, considérant que les femmes et les hommes ont des besoins physiques et intellectuels distincts. Ils considèrent que l'école, surtout aux niveaux primaire et secondaire, est davantage conçue pour répondre aux besoins des filles et que les modèles masculins sont trop peu nombreux. Ces lacunes auraient un effet plutôt négatif sur la réussite scolaire des garçons.

D'un tout autre avis, certains jeunes jugent plutôt que l'école est inégalitaire pour les femmes. Pour illustrer cette affirmation, certaines répondantes du secondaire évoquent les pressions ressenties au sujet de leur image corporelle. Les autres jeunes qui jugent la situation inégalitaire pour les femmes, surtout ceux du cégep et de l'université, soulèvent l'idée que les femmes ont un accès plus limité aux études supérieures compte tenu des responsabilités familiales qu'elles doivent assumer.

AU TRAVAIL

La perception voulant que la situation soit plutôt inégalitaire pour les femmes sur le marché du travail domine les propos. Nombreuses sont celles qui montrent du doigt les écarts salariaux, l'accès limité aux postes supérieurs et aux promotions, les difficultés à conjuguer grossesse, maternité et activité professionnelle ainsi que le manque de reconnaissance des compétences des femmes. Les jeunes hommes, quant à eux, se révèlent surtout sensibles aux écarts salariaux et à la difficulté pour les femmes d'accéder aux postes supérieurs et d'obtenir des promotions.

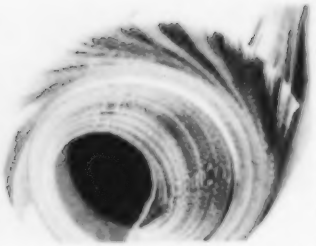
EN POLITIQUE

Les jeunes qui ont participé à la consultation ont exprimé deux perceptions quant à l'égalité femmes-hommes en politique.

La plus largement répandue veut que le monde politique demeure inégalitaire pour les femmes. Le nombre de politiciennes – par exemple, le fait que les femmes n'occupaient que 29,6 % des postes de députés de l'Assemblée nationale en 2008 – constitue le facteur majeur d'inégalité qui retient l'attention des jeunes.

Selon la seconde perception, moins présente, l'égalité serait maintenant atteinte en politique. Cette affirmation fait principalement référence aux droits acquis pour tout citoyen québécois, à savoir le droit de voter, le droit de se présenter comme candidat ou candidate aux élections ou le droit de s'impliquer au sein d'un parti politique.

DANS LES MÉDIAS



Deux grandes perceptions se dégagent des propos des jeunes quant à l'image des femmes et des hommes véhiculée dans les médias. Pour beaucoup de participantes et de participants, si plusieurs médias projettent une image plutôt stéréotypée et négative des femmes, ils véhiculent une image tout aussi irréelle des hommes, mais qui n'apparaît pas nécessairement dévalorisante à tous.

D'un côté, les jeunes trouvent que plusieurs médias projettent une image stéréotypée et négative des femmes. Ces médias renforcent ainsi les stéréotypes sexuels et sexistes en proposant une image corporelle fausse des femmes (idéal de beauté et hypersexualisation) et en les réduisant à un statut de femmes-objets dont la principale fonction est de répondre aux désirs et aux besoins des hommes. Ici, les vidéoclips et les jeux vidéo font l'objet des plus grandes critiques. Au contraire, les téléromans québécois sont cités comme présentant des modèles égalitaires entre les femmes et les hommes.

Par ailleurs, plusieurs jeunes considèrent que l'image des hommes projetée par certains médias est irréelle et stéréotypée, quoiqu'elle n'apparaisse pas toujours comme dévalorisante. Selon eux, les hommes sont fréquemment présentés soit en situation de force et de contrôle, soit comme de mauvais garçons séducteurs. Sinon, ils sont des êtres peu intelligents, voire stupides et soumis.

DES PERCEPTIONS EN ÉVOLUTION

Le rapport démontre que les perceptions des jeunes quant à l'égalité entre les sexes reflètent leurs préoccupations, leurs aspirations et leurs rêves. Elles traduisent aussi la complexité de l'environnement dans lequel ils évoluent.

D'une part, ces jeunes vivent dans une société où les femmes sont encouragées à assurer leur autonomie et à faire leur place au moyen de la scolarisation. Ils sont également témoins de différentes initiatives visant à accroître la présence des femmes dans des métiers non traditionnels et ils voient des femmes s'impliquer activement en politique et dans la sphère publique.

D'autre part, les jeunes évoluent aussi dans une société où le discours antiféministe trouve écho dans certains médias. Ils sont également témoins de propos méprisants, voire haineux à l'égard des femmes et des féministes. De plus, leur univers est bombardé d'images et de messages représentant les femmes comme objets sexuels et renforçant les stéréotypes sexuels et sexistes.

Cette consultation contribuera certainement à ce que la réflexion et la discussion sur les enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes se poursuivent et, surtout, à ce que la parole des jeunes soit considérée et entendue.

Le rapport complet ainsi que les commentaires intégraux exprimés par les jeunes lors des consultations sont disponibles au **www.placealegalite.com**.

DOSSIER

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plus jamais sans les femmes

| par Annie Mathieu

Très peu d'organisations ou d'entreprises québécoises ont intégré l'égalité des sexes dans leur stratégie de développement durable. Pourtant, depuis plus de 30 ans, de grandes organisations internationales, comme l'ONU, ont adopté cette approche. La consultante en développement durable Kim Cornelissen estime qu'il est primordial de leur emboîter le pas. Explications.

Daniel Lamarche

Il y a 17 ans, Kim Cornelissen, urbaniste de formation et ex-conseillère municipale, a mis sur pied la boîte de consultation régionale et internationale Bebop et cie, qui soutient les entreprises et les organisations dans leur planification en développement durable. Rencontrée chez elle à Saint-Marc-sur-Richelieu, la travailleuse autonome a pris le temps d'expliquer à la *Gazette des femmes* l'abc du développement durable, mais surtout, le lien qui l'unit si étroitement à l'égalité des sexes.

D'entrée de jeu, Kim Cornelissen souhaite mettre une chose au clair : « Il n'aurait jamais été question de développement durable si la société avait toujours été égalitaire », affirme-t-elle avec aplomb. « Au milieu des années 1970, on s'est mis à entendre que la Terre était surpeuplée, ce qui avait un impact direct sur la disponibilité des ressources naturelles. Les scientifiques, les démographes y sont allés de leurs hypothèses et de leurs solutions. »

La politique de l'enfant unique en Chine et la stérilisation encouragée des Japonaises représentent, selon elle, des tentatives aussi cruelles que vaines de remédier à ces problèmes criants de surpopulation dans les pays en voie de développement et de pénurie imminente des ressources. « Il aurait suffi d'augmenter l'âge du mariage ainsi que les taux d'éducation et d'activité rémunérée des femmes, et le taux de fertilité aurait diminué de manière considérable. »

> « Il n'aurait jamais été question de développement durable si la société avait toujours été égalitaire. »
>
> Kim Cornelissen

Selon cette logique, la surpopulation mondiale et, par conséquent, la pénurie des ressources naturelles sont des retombées de l'inégalité entre les sexes. Pour le prouver, Kim Cornelissen suggère de renverser le raisonnement. « En Occident, on choisit la carrière avant la famille. Résultat ? On a un problème de dénatalité. »

Ainsi, il faut tendre vers l'égalité. Sans réparer les erreurs du passé, cette approche de société peut néanmoins être garante d'un avenir qui respectera les principes de base du développement durable.

C'est quoi, le développement durable ?

Deux définitions sont généralement utilisées lorsqu'il est question de développement durable, aussi appelé DD. Le rapport Brundtland, rédigé en 1987 par la première ministre de la Norvège de l'époque, Gro Harlem Brundtland, lors de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations Unies (ONU), propose une définition encore employée aujourd'hui : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. »

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) propose également une vision très répandue du DD : « C'est un développement qui tient compte de l'environnement, de l'économie et de la société. » Ces trois éléments sont généralement cités comme les trois « piliers » du développement durable. Ils renvoient au milieu de vie, au niveau de vie et au mode de vie de l'humain (voir encadré *Les trois notions du DD*, p.15).

Kim Cornelissen propose quant à elle sa définition maison : « L'idée très simple du développement durable, c'est de remettre l'humain au milieu. C'est aussi celle de développer, pour nos enfants, un monde meilleur que celui que l'on connaît actuellement. »

Ainsi, on souhaite « revenir au mode de vie de nos ancêtres, mais avec le confort post-industriel », explique-t-elle. Utopique ? Optimiste, la consultante croit qu'il est possible de se développer dans le respect des écosystèmes, contrairement aux tenants de la décroissance obligatoire, qui estiment qu'il ne peut y avoir de développement sans qu'on épuise un jour toutes les ressources de la Terre.

Audacieuse, la consultante suggère même une troisième option, « où le mot *déchet* n'existe pas ». Un vêtement peut être recyclé à l'infini, dit-elle. Même chose pour les déchets organiques (restes de table, etc.), que l'on peut réutiliser comme carburant automobile.

L'égalité dans le DD

Même si les organisations internationales lient développement durable et égalité des sexes, « sur le plancher des vaches, c'est difficile d'en parler », lance

Kim Cornelissen. Pourquoi ? « Parce que cela remet en question le partage du pouvoir. Et les gens ont tendance à se positionner pour ou contre. » Il faut donc aborder la question avec des pincettes. Ou parler de complémentarité entre les deux sexes. Une approche qu'elle privilégie pour amener le sujet de l'égalité « par la bande » lorsqu'elle élabore une stratégie de développement durable avec ses clients.

Elle note au passage qu'elle n'a pas encore vu d'entreprise ou d'institution québécoise inscrire l'égalité comme objectif dans sa stratégie de DD. Au Québec, il semble que seule la Conférence régionale des élus (CRE) de la Montérégie-Est l'a fait dans sa Charte de développement durable (voir encadré *Un exemple à suivre*).

Or, la première inégalité est liée à l'absence d'un partage réel du pouvoir, selon Mme Cornelissen, et ce, tant dans les entreprises que dans les organisations ou les instances. « Par exemple, une entreprise ne peut prétendre faire du développement durable si ses pratiques ne sont pas portées par le concept de l'égalité entre les sexes. Ce serait dire qu'elle accepte une prémisse fausse de la société selon laquelle les femmes n'ont pas les mêmes droits et responsabilités que les hommes. »

Une fois ce postulat établi, il suffit de constater les bénéfices d'une approche égalitaire. « Quand les milieux deviennent plus égalitaires, la réflexion devient beaucoup plus globale. Qui dit réflexion globale dit innovation. Et l'innovation est issue de la diversité. Et quelle est la première diversité ? Celle des hommes et des femmes. »

La stratégie québécoise

Le Québec a fait siens les 27 principes de Rio, adoptés lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui a eu lieu en 1992 à Rio de Janeiro, au Brésil. Le principe numéro 20 reconnaît que la pleine participation des femmes est essentielle à la réalisation d'un développement durable.

Même si elle salue la stratégie québécoise de développement durable entérinée en 2006, Kim Cornelissen déplore que le gouvernement soit passé à côté de l'occasion d'inclure l'égalité entre les sexes dans ses neuf objectifs. Selon la consultante, l'égalité est « cachée » dans la dernière orientation de la stratégie, « réduire et prévenir les inégalités sociales et économiques ».

Ainsi, l'État a combiné la question des femmes et celle de la pauvreté. « Ça veut dire qu'il considère que l'économie est encore basée sur une vision masculine », affirme l'urbaniste en soupirant. De plus, « la stratégie met l'accent sur l'exportation, un secteur où il y a très peu de femmes ».

L'équation est simple, dit Mme Cornelissen. L'exportation relève généralement du secteur primaire ou secondaire. Or, en favorisant l'exportation, on développe les infrastructures liées au transport, financées par le public. Si les fonds étaient rééquilibrés, le gouvernement subventionnerait de manière égale le secteur tertiaire – celui des services –, où les femmes sont plus présentes.

Automatiquement, cela aurait pour effet de diminuer l'empreinte environnementale : réduire le transport limite les émissions de CO_2. Le pilier « milieu de vie » du développement durable refait ici surface, alors qu'on ne cherchait qu'à parler d'égalité, illustre la consultante. « Voilà bien la preuve que l'un ne va pas sans l'autre ! »

Les créneaux d'excellence des régions, définis par Québec pour développer les secteurs économiques les plus porteurs de chacune des régions économiques de la province, relèvent aussi essentiellement des secteurs primaire et secondaire, regrette Mme Cornelissen. « Les hommes sont fortement majoritaires dans les industries forestière et métallurgique, toutes deux soutenues par le gouvernement québécois. »

Il est donc primordial d'amener sur la place publique le débat de l'égalité dans une perspective économique régionale, croit Mme Cornelissen. Mais la bataille n'est pas gagnée : les mauvaises habitudes ont la vie dure.

« Il faut cesser de se demander comment on peut aider les femmes, conclut-elle. La question est plutôt de savoir comment elles peuvent nous aider à atteindre nos objectifs économiques dans une perspective de développement durable. » Car l'un ne va plus sans l'autre.

UN EXEMPLE À SUIVRE

La Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Montérégie-Est a réussi un coup de maître en novembre 2008 lorsqu'elle a adopté une première charte sur le développement durable. Pourquoi ? Parce que le premier des sept principes énoncés concerne l'égalité entre les femmes et les hommes, une première au Québec !

Comment ce principe a-t-il pu se hisser au rang des priorités de la CRÉ, alors que même le gouvernement québécois n'a pas écrit noir sur blanc cet objectif dans sa stratégie de DD ? La détermination des groupes de femmes de la région a tout simplement porté ses fruits. « Il y a un comité consultatif femmes depuis 2006 », explique la coprésidente du Comité condition féminine de la CRÉ, Guylaine Maltais. À force de travail et de beaucoup de représentation auprès des instances, ces femmes ont su convaincre de la nécessité d'adopter une approche de société égalitaire.

« Le comité a constaté que les femmes avaient beaucoup de difficulté à obtenir du financement pour leurs projets d'entreprise à cause de la nature de ces derniers et de leur secteur d'activité », résume Mme Maltais. Le portrait socioéconomique de la Montérégie-Est a aussi fait réfléchir. Par exemple, les hommes gagnent en moyenne 35 000 $ par année, contre 25 000 $ pour les femmes. Ces dernières sont aussi moins présentes en politique. « Avec ces données en main, il devient impossible d'affirmer que les deux sexes sont utilisés à leur plein potentiel », explique-t-elle.

En vertu de la charte, plusieurs initiatives ont vu le jour, telle la campagne « Ma place au conseil, c'est une question de confiance… », qui vise à soutenir et à encourager les candidatures féminines aux élections municipales de septembre.

Le Fonds IDEE Montérégie finance quant à lui des projets d'entrepreneuriat féminin. Par exemple, deux jeunes femmes avaient tout le mal du monde à convaincre les banques de leur prêter de l'argent pour la mise sur pied d'une prématernelle. Mais grâce au fonds, les institutions n'ont eu d'autre choix que de délier, elles aussi, les cordons de leurs bourses.

Ces initiatives ne peuvent qu'avoir des retombées économiques intéressantes pour la région : elles permettent aux femmes non seulement de travailler, mais également de contribuer à leur communauté. « Et c'est avec le souci de redonner à la collectivité que l'on contribue au développement durable de la région », conclut Mme Maltais.

LES TROIS NOTIONS DU DD

Le milieu de vie : « l'ensemble des facteurs physiques, chimiques et biologiques avec lesquels les êtres entretiennent des relations dynamiques ». C'est la dimension environnementale du développement durable (eau, air, sol, sous-sol).

Le mode de vie : la dimension sociale, qui « réfère à la manière d'être et aux façons de vivre. Il renvoie aux pratiques sociales, y compris les aspects culturels ». On y trouve les valeurs importantes qui caractérisent la société et ses représentations centrales (éducation, sécurité, santé, équité entre les personnes – peu importe leur génération –, etc.).

Le niveau de vie : la dimension économique « qui englobe, entre autres, l'utilisation des ressources qui nous entourent, la production de biens et services, les activités de communication et de distribution ainsi que les marchés de consommation ».

Source : Charte de développement durable de la Montérégie-Est

L'ÉCOMARCHÉ DE SOLIDARITÉ RÉGIONALE À BELOEIL

L'Écomarché de solidarité régionale à Beloeil s'inscrit parfaitement dans les initiatives de développement durable mises en place en Montérégie-Est. Ce « cybermarché », qui permet aux citoyens de faire leurs emplettes sur Internet, regroupe des producteurs situés à moins de 50 km du centre de distribution. Sur les cybertablettes, on ne trouve que des produits locaux, comme des fruits, des légumes, des charcuteries et des pâtisseries. L'Écomarché est un exemple parfait de développement durable puisqu'il répond à ses trois piliers, dit son coordonnateur, Gérardo Barillo.

Sur le plan environnemental, les émissions de gaz à effet de serre sont réduites puisque les produits sont transportés sur de courtes distances. Les agents de conservation et les emballages, tous deux très polluants, sont également éliminés.

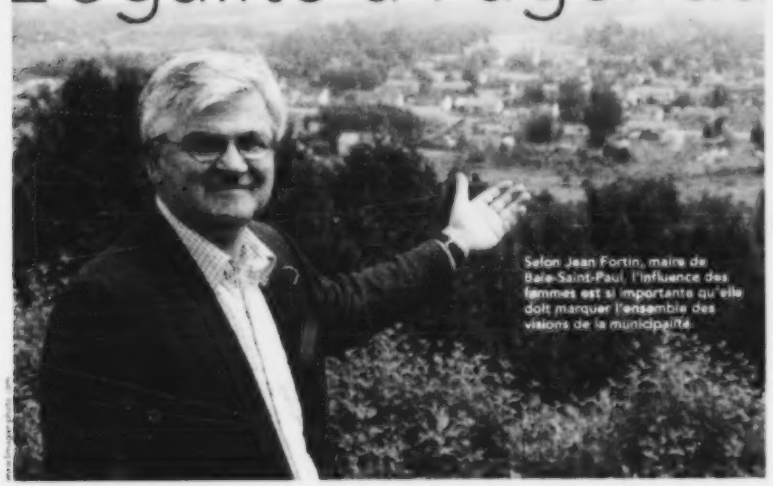
Le cybermarché permet aussi à l'économie locale de « rouler », ce qui bonifie le niveau de vie des habitants de la région. La consommation de produits locaux a en outre un effet direct sur la santé de la population, qui bénéficie de produits frais et naturels. Le volet social du DD est donc respecté.

L'initiative permet également aux femmes d'accroître leur rôle au sein de la communauté. Contrairement aux grandes industries agricoles traditionnellement masculines, les fermes locales – souvent familiales – emploient beaucoup de femmes.

Selon Nature-Action Québec, l'entreprise d'économie sociale qui a amorcé la mise en place de l'Écomarché de solidarité régionale à Beloeil, près d'une quinzaine de marchés de ce genre ont été implantés au Québec récemment, avec la collaboration de différents organismes.

BAIE-SAINT-PAUL

L'égalité à l'agenda



Selon Jean Fortin, maire de Baie-Saint-Paul, l'influence des femmes est si importante qu'elle doit marquer l'ensemble des visions de la municipalité.

Qu'elle est belle, cette petite ville dont les vieilles demeures sourient au fleuve ! Normal, ses élus comme ses habitants la bichonnent amoureusement. Économie, environnement et qualité de vie : rien ne leur échappe. Même le développement durable y gagne du terrain, et dans son sillage, les femmes aussi !

| par Josee Descôteaux

Dans son récent plan d'action de développement durable (DD), la Ville de Baie-Saint-Paul a pris soin d'inclure la participation des femmes à la vie municipale. Le maire, Jean Fortin, estime que l'égalité des sexes s'arrime naturellement au développement durable qui, pour sa ville, se définit par une approche globale. La contribution des femmes doit ÊTRE une approche de société, et non se trouver en marge. « Les femmes ont tant gagné – et ont encore à gagner – sur les plans social, politique, communautaire et économique ! Leur influence est devenue si importante qu'elle doit faire partie de l'ensemble de nos visions », affirme-t-il, ajoutant qu'on ne peut passer outre l'importance de la présence des femmes dans les milieux décisionnels.

Le maire Fortin admet néanmoins que sa municipalité ne peut encore se prétendre un modèle en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Bien qu'elle se dote actuellement des outils nécessaires pour y arriver. Ces outils se trouvent dans l'Agenda 21 auquel elle adhérait en 2006. L'Agenda 21 est un programme international de mise en œuvre du DD pour le 21e siècle, signé par 170 pays lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992. Adapté aux caractéristiques territoriales de chaque localité, ce plan d'action de DD favorise l'émergence de communautés viables. Baie-Saint-Paul est la première ville du Québec à l'avoir officiellement adopté.

Le plan d'action de Baie-Saint-Paul se décline en huit grands thèmes : la démographie, la cohabitation des usages du territoire, la gestion environnementale, la diversification économique, l'équité et la cohésion sociale, la qualité de vie, la culture et les loisirs et, enfin, la gouvernance. C'est sous ce thème que s'articule la participation des jeunes, des aînés et des femmes à la vie municipale.

Petit train va loin

Visiblement, la présence accrue des femmes dans la vie municipale et l'égalité des sexes ne figurent pas encore parmi les priorités de cet agenda. Toutefois, Jean Fortin souligne que sur 13 membres, l'administration de la municipalité compte deux femmes cadres, ajoutant qu'il rêve de siéger au sein d'un conseil municipal paritaire. « La présence de femmes au sein du conseil municipal nous manque beaucoup, déplore celui qui est également président et porte-parole de l'Agenda 21. Leur vision, par exemple pour la politique de développement durable, est plus humaine, plus environnementale. » Le maire estime aussi que l'intervention des femmes auprès des citoyens reflète une approche plus collée à certains enjeux, tels que la politique familiale, ce qui incite les élus à tenir compte davantage de ces réalités.

Même si les efforts de sa ville pour favoriser l'accès des femmes aux postes décisionnels en sont encore à l'étape embryonnaire, Baie-Saint-Paul a adopté des mesures pour améliorer la conciliation travail-famille, dans le but d'atteindre la parité au sein de ses comités. C'est le cas du comité consultatif sur l'urbanisme, qui compte autant de femmes que d'hommes. « Nous tenons désormais compte de ces objectifs lorsque nous négocions les conventions collectives. »

Le maire Fortin reconnaît qu'il faudra également convaincre entreprises et organismes de monter dans le train de l'égalité des sexes. « Nous n'avons pas encore établi toutes les bases pour y arriver, mais nous y travaillons avec le Centre des femmes de Charlevoix, qui nous sensibilise aux questions qui

À L'ŒUVRE POUR LES FEMMES

Fondé en 1983, le Centre des femmes de Charlevoix travaille notamment à contrer la violence et la pauvreté chez les femmes en offrant de l'aide individuelle et des activités de groupe. Outre ces actions personnalisées, le Centre joue aussi un rôle de « gardien » de la place des femmes parmi les objectifs de développement durable. Ses armes : la sensibilisation et la mobilisation collective.

Le Centre a placé ses billes lors de l'élaboration du plan d'action de l'Agenda 21 de Baie-Saint-Paul en 2006, en établissant avec la Municipalité les objectifs qui devaient assurer une représentation équitable des sexes dans les instances. Il a d'ailleurs constitué un comité qui intervient au besoin auprès du comité de suivi de l'Agenda 21.

« Nous sentons qu'il y a une préoccupation réelle du côté de la Ville de Baie-Saint-Paul, mais les résultats concrets ne sont pas encore très visibles... Nous verrons peut-être une différence lors des prochaines élections municipales », soutient la directrice générale du Centre, Diane Meilloux.

Mais encore, plusieurs initiatives du Centre incitent les municipalités à intégrer plus de femmes dans leurs rangs : selon des postes électifs, prix hommage pour la reconnaissance des femmes aux postes de décision, rencontres avec des élus, *Guide de la cravate rose*... L'École des femmes, consacrée à l'initiation des femmes à l'abc de la politique municipale et mise sur pied en collaboration avec le Groupe Femmes, Politique et Démocratie, poussera peut-être quelques candidates vers le conseil municipal de Baie-Saint-Paul. La mairie en serait ravie !

touchent les femmes, comme le logement social, la pauvreté, les postes électifs (voir encadré p. 17). La Ville participe aux campagnes du Centre et ses intervenantes font des recommandations au conseil municipal », indique le maire.

Ainsi, à la suggestion du Centre des femmes, la Ville a réduit les coûts d'inscription à certaines activités de loisirs afin d'encourager la participation des familles à faible revenu. Les élus travaillent également main dans la main avec l'organisme pour convaincre les femmes de s'impliquer en politique municipale, notamment en répétant ce message lors des séances télévisées du conseil municipal.

Rêver son village

Et qu'en est-il des grandes lignes du plan d'action de développement durable de Baie-Saint-Paul ? Après avoir invité ses citoyens, jeunes et vieux, à « rêver leur village » – en recueillant leurs doléances et recommandations –, la Ville planche sur des problèmes et des défis bien réels d'ordre démographique (le vieillissement de la population et l'exode des jeunes), environnemental (la gestion de l'eau potable) et économique (la création d'emplois viables). « Nous devons également nous préoccuper de la cohabitation des usages de notre territoire, enchaîne le maire Fortin. Nous avons une ville très touristique et, en même temps, notre agriculture est très dynamique. »

Des vœux pieux ? Il semble que non. La Ville affiche déjà le concept « d'écu-exemplarité » en adoptant elle-même des pratiques pour protéger l'environnement (par exemple en modifiant ses pratiques d'achat). Elle a également amélioré son réseau de pistes cyclables dans le cadre de l'objectif d'un partage équitable de son territoire. « Nous avons un comité de suivi de l'Agenda 21 qui se réunit deux fois par année », signale le maire... en précisant que 6 de ses 16 membres sont des femmes. C'est un début ! ■

LE **FILON** FÉMININ

Pas de chiffres ni d'objectifs précis en matière de répartition des sexes parmi le personnel de la multinationale Rio Tinto. Mais une volonté tangible d'introduire les femmes dans l'un des derniers bastions industriels masculins : la métallurgie. Développement durable oblige.

| par Josée Descôteaux

En février 2009, Rio Tinto Alcan – le secteur aluminium du groupe Rio Tinto – nommait une présidente et chef de la direction à la tête de son organisation, Jacynthe Côté. Suite logique de l'intégration progressive de femmes dans quelques divisions du groupe, une opération amorcée en 2003 avec l'embauche d'une femme au comité exécutif de Rio Tinto, Fer et Titane à Sorel-Tracy, une première en 35 ans !

> **Rio Tinto compte plus de 100 000 employés à travers le monde et quatre filiales au Canada : Diavik (diamant), IOC (minerai de fer), Rio Tinto Alcan (aluminium) et Rio Tinto, Fer et Titane (scorie de titane, fonte, acier et poudres métalliques).**

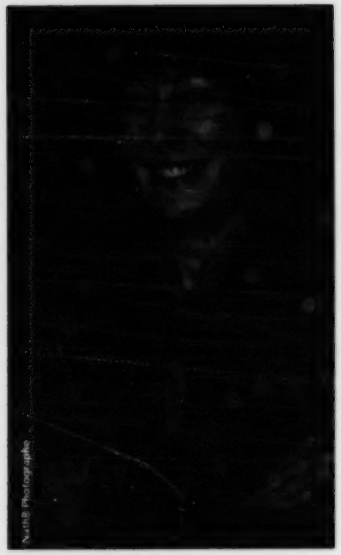
Si les chiffres ne dévoilent pas l'avenir, ils révèlent certaines avancées significatives : en 2004, les femmes constituaient 24 % des diplômés qu'embauchait Rio Tinto dans ses usines à travers le monde. Deux ans plus tard, ce chiffre grimpait à 39 %. « Il y a trois ans, il n'y avait pas de femmes au comité exécutif, signale Dominique Beaudry, directrice exécutive de la santé, de la sécurité, de l'environnement et du développement durable chez Rio Tinto, Fer et Titane. L'an passé, deux femmes ont été nommées, je suis l'une d'elles. »

La volonté de l'entreprise et ses initiatives pour attirer la main-d'œuvre féminine ont d'ailleurs été auréolées d'une récompense en novembre 2008, alors que le Comité sectoriel de main-d'œuvre de la métallurgie du Québec remettait à Rio Tinto, Fer et Titane, usine des poudres le prix honorifique Hélène-Vandal, qui souligne l'engagement de l'industrie métallurgique à développer son accessibilité aux femmes.

Cette progression de la représentativité féminine chez Rio Tinto découle des objectifs inscrits au chapitre « Personnes » de la politique de développement durable de l'entreprise. Des objectifs qui, sans être assortis de recommandations ou de prescriptions particulières, ont tout de même nécessité des efforts pour mousser la candidature du géant minier auprès des femmes. En 2000, Rio Tinto, Fer et Titane a dû solliciter l'aide de l'organisme Femmes et métiers non traditionnels, qui a mis l'épaule à la roue en organisant des visites d'usines avec des candidates potentielles, notamment.

Une approche globale

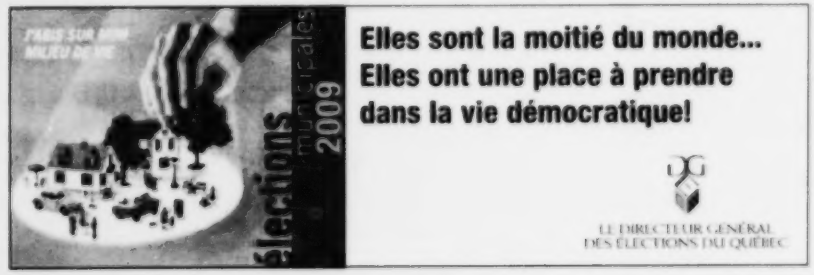
Les efforts de Rio Tinto, Fer et Titane ont porté leurs fruits. L'équipe de production de l'usine des poudres compte désormais une demi-douzaine de femmes. « Un surintendant affirme que leur présence a rendu le travail plus "humain" et, selon lui, les employés sont portés à travailler davantage en équipe », souligne Mme Beaudry. Le milieu de travail ne s'est pas mué en eldorado professionnel pour autant : les tâches qui incombent à certaines employées ne leur conviennent pas, par exemple en raison du poids des charges à soulever. L'entreprise tente néanmoins de modifier l'ergonomie et l'aménagement de certains sites afin qu'ils soient adaptés aux capacités des femmes moins fortes. Un exemple qui illustre bien l'application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS), ce processus d'analyse qui permet de discerner de façon préventive les effets distincts sur les femmes et les hommes que peuvent avoir certaines mesures, politiques ou conditions de travail. L'ADS est un outil servant à appuyer l'égalité entre les sexes qui peut être aussi profitable aux hommes qu'aux femmes.



Dominique Beaudry, directrice exécutive de la santé, de la sécurité, de l'environnement et du développement durable chez Rio Tinto, Fer et Titane, est l'une des deux premières femmes à avoir intégré le comité exécutif de l'entreprise, en 2008.

La politique de développement durable de Rio Tinto ratisse large : elle vise à favoriser la diversité, « que ce soit celle des sexes ou des origines culturelles », précise la responsable. « Il y a 10 ans, nous devions jongler avec des politiques pour plusieurs enjeux. La politique de développement durable englobe désormais diverses facettes, comme la diversité, mais aussi la sécurité de nos employés, les impacts de notre industrie sur la santé de la population et, bien entendu, la protection de l'environnement. Par exemple, au moyen d'un processus de séparation de la matière, nous avons mis en place un système de récupération du CO_2 émis. Nous récupérons le monoxyde de carbone pour ensuite l'utiliser dans nos usines en remplacement du gaz naturel », explique Mme Beaudry.

Si la présence des femmes se trouve au cœur des nombreux enjeux de développement durable de Rio Tinto, tant mieux ! Car la main-d'œuvre féminine pourrait bien contribuer à la pérennité d'une industrie qui a tout à gagner à enrichir et à renouveler sa relève professionnelle. ■



VOYAGER ET CHANGER LE MONDE

Ceux et celles qui bouclent leur valise pour un périple de tourisme équitable l'ignorent sans doute, mais ils permettront peut-être aux femmes des communautés visitées de cheminer vers l'égalité.

| par Helen Faradji

Des centaines de monarques en hibernation recouvrent ces arbres d'une réserve protégée de l'État du Michoacán, au Mexique. Cette zone touristique génère un revenu durable pour les villageois.

Les chiffres impressionnent. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, la planète sera parcourue par 1,6 milliard de touristes en 2020. Et actuellement, on estime à 685 milliards de dollars les revenus qu'engendre le tourisme annuellement. Mais les conséquences du tourisme de masse sur les populations et les endroits visités, elles, ne se chiffrent pas : dégâts irréversibles aux écosystèmes, exploitation des communautés locales, gaspillage, effets nocifs sur les cultures…

Il existe pourtant une autre façon de voyager, dans le respect de ceux qui nous accueillent et de leur environnement : le tourisme équitable. Diplômée en anthropologie et fondatrice de Mercure, une entreprise pour laquelle elle conçoit des circuits touristiques « alternatifs » au Mexique et à Cuba, Louise Constantin nous explique les tenants et aboutissants de cet outil fondamental du développement durable.

Le b.a.-ba du tourisme « alternatif »

L'organisatrice est consciente du problème : « Le tourisme équitable est très tendance. Pourtant, seule une infime minorité sait vraiment de quoi il s'agit. » Comment s'y retrouver ? Mme Constantin propose une classification simple. « D'abord, à côté du tourisme de masse, il faut distinguer une grande catégorie appelée le tourisme responsable. Au sein de celle-ci, il y a trois sous-catégories : le tourisme humanitaire, l'écotourisme et le tourisme équitable et solidaire. » Voilà déjà une chose de réglée.

« On parle de tourisme humanitaire lorsque des gens participent à des activités bénévoles dans une communauté, poursuit-elle. Excepté pour quelques organismes sérieux qui offrent ce type d'expériences, je m'en méfie un peu. Le principal problème des communautés locales est de trouver du travail. Or, en allant travailler à leur place, même avec la meilleure volonté du monde, on risque de leur enlever le pain de la bouche. »

Quelques membres de la coopérative de cosmétiques naturels de Mazunte, dans l'État d'Oaxaca. Un projet rentable, mais également une source de financement pour d'autres initiatives de nature coopérative.

Du côté du tourisme équitable, les choses semblent plus profitables. « C'est une relation d'échange entre des consommateurs et une communauté autonome qui fournit des services touristiques. En traitant directement avec les populations locales, on les aide à maintenir des emplois. Et au-delà de l'aspect économique, la relation qu'on noue avec les autochtones est vraiment forte. Ils nous apprennent à découvrir leur culture, leur milieu de vie, tandis qu'en venant chercher cet apprentissage, on leur prouve que leur culture est bien vivante. »

À propos de l'écotourisme, peut-être le plus connu de tous, Louise Constantin émet la aussi des réserves. « En 2002, la conférence de l'ONU sur l'écotourisme en précisait deux principes : le respect de la nature et des populations locales. Mais ils ne sont pas toujours respectés. Par exemple, dans certains pays, l'armée chasse les populations locales pour qu'on puisse créer des couloirs biologiques… » Sachant en outre que 90 % du tourisme équitable relève également de l'écotourisme – les communautés vivent souvent dans des zones naturelles –, le choix semble évident.

Louise Constantin aime citer l'exemple des anciens bûcherons mexicains de l'État du Michoacán. « En plus de la déforestation, leur activité menaçait l'habitat naturel des papillons monarques. Les villageois ont donc créé une réserve et se sont servis du tourisme pour générer un revenu durable et remplacer celui que leur apportait l'exploitation forestière. Ils sont devenus des gardiens de la forêt et des guides touristiques sans avoir besoin de s'expatrier. Leur réserve fait même partie de la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO ! »

Les Mexicaines aux commandes

Qu'en est-il du lien entre tourisme équitable et condition féminine ? « Comme partout, le principal problème des femmes en Amérique latine est la pauvreté, rappelle Louise Constantin. Mais il y a aussi un machisme culturel très difficile à vivre : parfois, elles n'ont pas le droit de gérer leur salaire ou se retrouvent prisonnières d'une division traditionnelle des tâches. » Même si de sérieux efforts restent à faire pour que les femmes tirent équitablement profit des fruits de ce tourisme, quelques exemples prouvent qu'il peut aussi être d'une aide fondamentale dans la lutte pour l'égalité des sexes.

C'est le cas de la belle histoire de la coopérative de Mazunte, au Mexique. « En 1990, la tortue est devenue une espèce protégée. La communauté qui vivait de sa chasse s'est retrouvée dépourvue, raconte Mme Constantin. Avec l'aide d'un organisme communautaire, ses membres ont fait appel à la fondatrice de Body Shop. Sensibilisée à la cause des femmes, elle est venue à Mazunte et a proposé à 15 femmes de créer une coopérative de cosmétiques. Fait rarissime, elle leur a donné la recette de ses produits de beauté, à la condition qu'elles utilisent des produits naturels et adoptent une gestion écologique. Aidées par plusieurs bailleurs de fonds, dont le gouvernement canadien, ces Mexicaines se sont approvisionnées en végétaux auprès des agriculteurs locaux. Très vite, ça a marché. Les touristes ont afflué. Comme la coopérative gère directement les revenus et les redistribue à ses membres, les femmes ont pu avoir un salaire fixe et régulier toute l'année. Une fois le seuil de rentabilité atteint, elles ont voulu rembourser les fonds reçus, mais les bailleurs ont refusé. Elles ont donc utilisé l'argent pour aider une coopérative de protection des crocodiles, à La Ventanilla, qui a alors pu démarrer un projet d'écotourisme. En 2001, elles ont gagné un prix international. Là encore, elles ont décidé de remettre l'argent à une coopérative de produits alimentaires tenue par des femmes. Toute la région a bénéficié du succès de ce premier projet ! Aujourd'hui, les femmes de Mazunte offrent des formations partout sur la côte Pacifique et vendent leurs produits jusque dans les hôtels de Puerto Vallarta ! »

Des exemples à garder en tête lorsque viendra le temps de planifier nos prochains voyages. Car c'est aussi en pratiquant un tourisme informé que l'on pourra, petit à petit, changer le monde.

Encore peu nombreux, quelques projets de tourisme équitable ont connu assez de succès pour démontrer leurs effets positifs sur la lutte pour l'égalité des sexes, soutient Louise Constantin.

Cent fois sur le métier

Même menue et coquette, Ghita El Khayat en impose, avec ses quatre doctorats et 37 bouquins. Médecin psychanalyste marocaine, cette militante féministe a des idées révolutionnaires pour le Maghreb, une région du monde qu'elle n'a pas renoncé à transformer. Parmi ses nombreux combats, celui pour les droits des femmes et des plus démunis lui a valu d'être en lice pour le prix Nobel de la paix 2008. La *Gazette des femmes* l'a rencontrée en mai dernier, alors qu'elle était de passage à Sherbrooke. Extraits d'un entretien mémorable.

| Propos recueillis par Lisa-Marie Gervais

Gazette des femmes : *Vous êtes venue au Québec pour participer à un colloque international intitulé « Femmes, culture et pouvoir », organisé par des historiens de l'Université de Sherbrooke. Avez-vous aimé votre expérience ?*

Ghita El Khayat : Cette rencontre m'a énormément appris sur l'histoire des femmes en Occident, alors que je n'en connaissais que le pan européen. Elle rendait aussi hommage à Micheline Dumont, une femme passionnée avec un certain humour. Même si elle est une universitaire, elle dit des phrases-chocs et parlantes, ce que la réserve européenne ne permet pas. Pour elle, les femmes qui font l'histoire sont dans l'histoire. C'est un raccourci extraordinaire, surtout dans une civilisation comme la mienne, qui a abrasé jusqu'à l'idée que les femmes aient pu exister dans l'histoire. J'ai trouvé une autorité dans les propos de Micheline Dumont, qui a osé dire que la moitié des milliards de personnes qui nous ont précédés étaient des femmes. C'était un baume pour moi, le repars riche et fécondé.

Vous étiez venue une première fois au Québec en 1994 pour présenter votre livre Le Maghreb des femmes, *une sorte de manifeste véhiculant les revendications des femmes. Sont-elles toujours les mêmes ?*

J'avais présenté ce livre à l'Université Concordia et à l'UQAM. Je l'ai ensuite réédité en 2001, vu que rien n'avait changé. En 1989, au moment de la chute du mur de Berlin, les dirigeants de ce qu'on appelle aujourd'hui le Maghreb ont créé l'entité du même nom. Cette union, qui comprend cinq pays arabes (Libye, Maroc, Mauritanie, Algérie et Tunisie), était une idée riche, celle de contidérer des pays pour obtenir des alliances de régions. J'ai lu les textes fondateurs – la charte de création du Maghreb est énorme ! –, mais je n'ai pas trouvé un seul mot sur les femmes. J'ai donc fait ma Micheline Dumont en disant que le problème de ces pays, c'était l'absence des femmes, et j'ai exposé pourquoi à ces dirigeants. Le Maghreb se fera avec les femmes ou ne se fera pas du tout. Et pour l'instant, il n'est toujours pas fait.

La condition féminine ne s'est-elle pas améliorée depuis ?

Certes. Au Maroc, avec sept femmes ministres, on a le gouvernement le plus féministe du monde arabe, voire du monde musulman. Il y a 10 ans, l'actuel souverain, Mohammed VI, arrivait sur le trône, en digne héritier de son père, qui avait déjà commencé à opérer une transition démocratique à la fin de sa vie. Il y a alors eu des mouvements de bottes masculines pour dire que la place des femmes était à la maison. Mon sang n'a fait qu'un tour. Comme il y avait péril en la demeure, j'ai décidé d'envoyer une lettre à notre souverain, écrite dans un style voltairien. Je ne le savais pas à l'époque, mais cette *Epître d'une femme à un monarque* était la première lettre qu'une femme adressait à un roi, aussi bien chez les Arabes que chez les musulmans. Heureusement, ce règne a fini par donner une plus grande place aux femmes dans le pays et, effectivement, nous avons de bien meilleurs rapports avec les hommes. Ceux-ci sont devenus beaucoup plus respectueux à notre égard et beaucoup moins agressifs. Il y a eu un changement clair.

Que pensez-vous du port du voile ?

C'est un débat toujours très actuel. Dans les sociétés occidentales, pour beaucoup de femmes musulmanes, c'est un problème de mode, d'emblème ou une façon de dire « je ne suis pas comme vous ». Moi, je le ressens d'une autre manière. Je ressens la douleur terrible du contexte dans lequel on a dévoilé les musulmanes dans les années 1940 et 1950. Ça a finalement été une guerre réussie, car les femmes ont pu aller à l'école sans le voile. Et là, elles veulent se voiler de nouveau. C'est un révisionnisme de l'histoire. Moi, je me rapporte nécessairement aux circonstances horribles dans lesquelles ma mère et ma grand-mère ont dû se dévoiler et aux événements douloureux de lutte nationale. C'était la guerre, un moment extrêmement particulier de l'irruption de la modernité dans nos sociétés. Aujourd'hui, c'est un mouvement à contre-courant imposé par le système chiite. Et vous, les Québécoises, vous ne savez pas tout ça. Prônez le libre choix, c'est ne pas connaître le problème.

Vous avez 65 ans, une belle carrière et plein de combats à votre actif. Comment entrevoyez-vous la suite des choses ?

Comme j'ai déjà écrit 37 livres, ma trace est assurée (rires). Pourtant, je ne suis contente de presque rien de ce que j'ai fait. Et cette espèce d'absence de sentiment d'accomplissement fait penser que le plus dur reste encore à faire. J'aurais pu me reposer si j'avais eu le Nobel de la paix l'année dernière. Je sais que j'étais dans le *top* 5; c'était d'autant plus cruel que je ne le remporte pas. J'ai d'ailleurs accueilli de façon violente la nomination de cet ex-président finlandais [NDLR : Martti Ahtisaari], car il avait tout. C'est facile de faire la paix entre deux tribus quand vous êtes président d'un pays scandinave. Ça m'a de nouveau rappelé que je n'étais qu'une pauvre petite femme arabe du tiers-monde, vous me citez là-dessus. C'est un désenchantement : les gens croient que je n'en ai pas fait assez. C'est me laisser et laisser toutes les autres femmes arabes dans le marasme. D'après les chiffres du Programme des Nations Unies pour le développement, la condition des femmes arabes est la pire au monde. Peut-être que ça, le jury du prix Nobel ne le savait pas.

Ghita El Khayat persiste et signe : le Maghreb se fera avec les femmes ou ne se fera pas.

Pour lire l'intégralité de l'entrevue réalisée avec Ghita El Khayat, rendez-vous au www.placealegalite.com

Le grand ménage des Rwandaises

Le Rwanda affiche l'un des taux de natalité les plus élevés au monde (5,9 en 2007), alors que 62 % de la population rurale vit avec moins de 50 ¢ US par jour.

Quinze ans après le génocide, les Rwandaises remettent de l'ordre sur leur terre dévastée par les haines ethniques. Tellement qu'elles sont en train de faire du Rwanda l'un des États africains les plus progressistes en matière de condition féminine.

| texte et photos : Monique Durand

Après le génocide, en 1994, Charlotte Mukarugira a fait comme des milliers de ses sœurs rwandaises, elle s'est fixé un but : se reconstruire physiquement, moralement et financièrement. Elle avait tout perdu : plusieurs proches, tués dans l'hécatombe qui a fait un million de morts, mais aussi son mari, trois de ses quatre enfants et sa sœur, tous fauchés par le sida. Elle-même atteinte du VIH, Charlotte a décidé qu'elle allait continuer de vivre pour Chantal, la seule fille qui lui restait, alors âgée de 5 ans. « Je priais la Vierge qu'elle me garde en vie jusqu'à ce que ma petite ait atteint l'âge de 10 ans. »

Pour s'en sortir, Charlotte a l'idée de vendre du lait frais dans son voisinage. Elle achète d'abord 5, puis 10 litres du liquide qu'elle revend quotidiennement avec un minuscule profit. En 1995, elle va frapper à la porte de la Coopérative d'épargne et de crédit Duterimbere (qui signifie « Allons de l'avant ! ») à Kigali, autrement appelée la Banque des femmes. Avec cinq autres femmes, elle y obtient un crédit de 25 000 francs rwandais (50 $ CA). Le groupe installe un petit comptoir de vente au bord de la route, au cœur de la capitale. Puis décroche bientôt de nouveaux crédits de 100 000 (200 $), puis de 400 000 francs rwandais (800 $).

« Le Canada est l'un des plus gros bailleurs de fonds de cette banque un peu spéciale, explique Odette Kabaya, coordonnatrice à Kigali du Fonds canadien pour le genre et le développement. Par l'entremise de Duterimbere, nous avons injecté 180 000 $ CA dans un programme de formation destiné aux Rwandaises qui veulent devenir des entrepreneures et des femmes d'affaires. »

L'histoire de Charlotte Mukarugira incarne bien un Rwanda en train de se réinventer. Son commerce n'a cessé de prospérer. En 2005, elle ouvre un café-restaurant, le Murugo (« Comme à la maison ») : 24 places assises au second étage d'un immeuble situé dans un quartier stratégique de Kigali, à côté de la gare routière. Les chauffeurs de minibus et de taxis s'entichent de sa spécialité : une abondante assiette de viandes, frites, petits pois, haricots verts, riz et macaroni vendue 800 francs (1,60 $). Charlotte peut enfin entreprendre un coûteux traitement de trithérapie contre le sida qui la ronge.

> Sous l'impulsion des femmes, c'est tout le pays qui remet de l'ordre, métaphore d'une société qui tente d'exorciser ses démons meurtriers.

L'influence des Rwandaises

Traditionnellement considérées comme une sous-classe au service des hommes, les femmes du Rwanda sont devenues des actrices de premier plan dans tous les domaines. Elles sont majoritaires dans le commerce et l'entreprise, mais aussi en politique, où elles détiennent le record mondial pour le nombre de représentantes au Parlement – lors des élections de septembre 2008, elles ont remporté 56 % des sièges. Même chose pour le nombre de juges. Bref, elles sont partout où ça compte. Au pays des mille collines, on n'hésite pas à parler de révolution !

Sous l'impulsion des femmes, c'est tout le pays qui remet de l'ordre. Les autorités ont même décrété une journée mensuelle de grand ménage, le dernier samedi de chaque mois. On plante des arbres et on ramasse ses papiers gras ! C'est la journée dite de l'*umuganda*, la métaphore d'une société qui tente de faire peau neuve en nettoyant et d'exorciser ses démons meurtriers en se donnant un nouveau contrat social.

Le Code de la famille a été transformé de manière radicale pour devenir l'un des plus progressistes en Afrique et dans le monde en développement. L'âge du mariage a été porté à 21 ans. Objectif : éviter les unions précoces et permettre aux femmes de s'éduquer avant de fonder une famille. Dans toutes les mairies du pays, l'État organise des mariages collectifs lors desquels des centaines, voire des milliers de couples convolent en justes noces, afin de contrecarrer la polygamie, autrefois monnaie courante, et de protéger les épouses légitimes.

En outre, dans ce pays où le taux de natalité est l'un des plus élevés au monde (5,9 en 2007), l'État vient en aide aux familles pour les soins de santé et

Des Rwandaises affairées à nettoyer la bordure d'une route, et peut-être bien un peu de leur âme aussi…

DES QUÉBÉCO-RWANDAISES À L'AVANT-SCÈNE

Le Rwanda connaît un tel réveil que certains de ses émigrés y reviennent pour participer à la reconstruction, mettre l'épaule à la roue. Mais aussi pour faire profiter leurs compatriotes rwandais des enseignements qu'ils ont tirés de leur vie à l'étranger.

Après quelques années au Québec et une maîtrise en océanographie à l'Université du Québec à Rimouski, Laure Bitetera, 39 ans, est rentrée pour occuper un poste à l'Université nationale du Rwanda. Sa paie n'est franchement pas extraordinaire : environ 500 $ par mois. « Mais c'est mon pays ! » argue-t-elle. Laure a rapporté de ses années québécoises une certaine façon de réfléchir et de voir la vie. Et une image des femmes qu'elle voudrait voir transposée dans son Rwanda natal. « J'ai tellement d'admiration pour les Québécoises et leur aisance à témoigner de leurs expériences personnelles, raconte Laure, qui s'était entichée des émissions de Claire Lamarche. Au Québec, les femmes battues, les femmes violées, les femmes atteintes du sida, du cancer ou de je ne sais quoi d'autre ont une parole libre. Ici, au Rwanda, les gens vivent encore dans le silence, même si les choses commencent à changer. »

« Je crois que le Canada peut se passer de moi. Mais pas le Rwanda ! » Ines Mpambara, 31 ans, est arrivée à Montréal à l'âge de 13 ans, avec sa mère et trois frères et sœurs. Formée en journalisme à l'Université de Moncton, elle est aujourd'hui directrice du Centre rwandais de communication pour la santé à Kigali, un organisme gouvernemental. Ines a eu le choc de sa vie en revoyant le Rwanda de son enfance. Un choc amoureux. Elle n'a plus voulu en repartir. Elle aussi veut pouvoir redonner au peuple rwandais, aux femmes tout spécialement, un peu de ce qu'elle a reçu durant ses années au Canada. « J'ai appris à exister pour et par moi-même. Et pas à travers d'autres. »

l'éducation des trois premiers rejetons, pas plus. « Arrive un moment où il faut arrêter de faire des enfants qu'on ne peut pas nourrir ! » lance Immaculée Ingabire, une militante féministe qui œuvre au bureau d'UNIFEM à Kigali, l'organisation des Nations Unies qui se préoccupe du sort des femmes.

La valse de la misère

Mais la pauvreté, dont les femmes, au Rwanda comme ailleurs, sont les premières victimes, a-t-elle reculé pour autant ? Les opinions divergent. Certains pensent que la détermination à tous crins du président rwandais, Paul Kagame, a donné des résultats uniques sur le continent noir. C'est ainsi que le Rwanda est un peu devenu la coqueluche des bailleurs de fonds internationaux, qui y voient un modèle pour les autres pays en développement.

D'autres, au contraire, croient que la méthode Kagame n'est qu'un trompe-l'œil, au vu des statistiques, qui demeurent déprimantes. D'après les données du Programme des Nations Unies pour le développement, 62 % de la population rurale rwandaise vit avec moins de 50 ¢ US par jour, soit 12 % de plus qu'avant le génocide. Or, la majorité des Rwandais sont des ruraux. Données guère plus réjouissantes de la Banque mondiale : au Rwanda, l'espérance de vie n'est que de 45 ans, le taux de mortalité infantile avant 5 ans est de 181 sur 1000, et la moitié du budget de l'État dépend de l'aide extérieure.

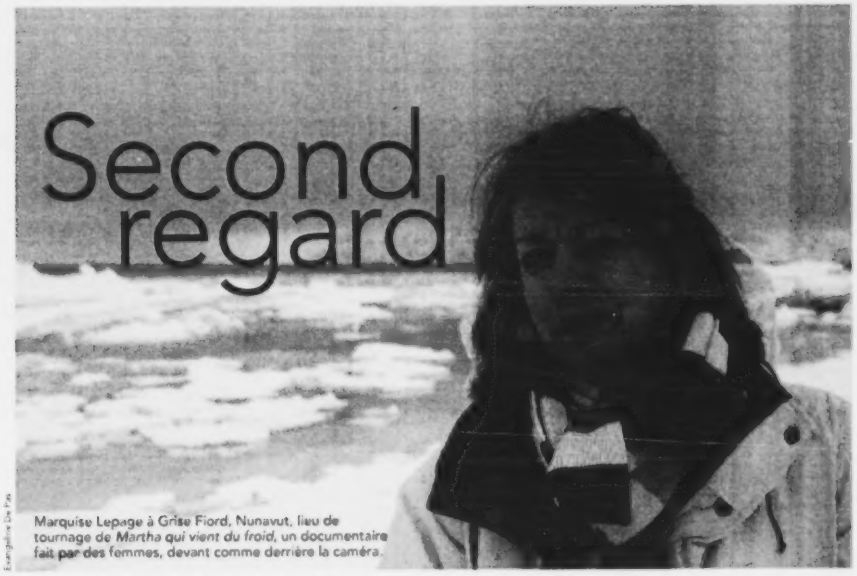
Après le génocide, Charlotte Mukarugira a choisi de vivre pour Chantal, sa fille de 5 ans. La détermination et la fibre entrepreneuriale de cette Rwandaise ont assuré leur survie.

Loin des rumeurs de la politique et des statistiques, Charlotte, elle, a poursuivi son bonhomme de chemin. Aujourd'hui, son café-restaurant compte 100 places assises et accueille en moyenne 200 clients par jour. Charlotte a acheté une camionnette pour transporter les aliments. Elle a adopté les deux enfants de sa sœur morte du sida. Elle fait vivre sa mère, sa belle-mère. Et sa fille Chantal, qui a maintenant 20 ans, étudie en gestion informatique à l'Université adventiste de Kigali.

La moiteur du soir monte sur Kigali. Des jeunes sont affalés sur la terrasse du Murugo et sirotent des coca. Charlotte a quitté un instant ses fourneaux. « Quand je regarde d'où je viens, j'avoue ma fierté. » D'ici quelques mois, elle aura fini de rembourser sa dette à la Banque des femmes et entrevoit déjà de moderniser son restaurant. « Je veux aménager une salle à manger pour les VIP. » Elle sourit. « C'est plus payant ! » Et puis elle rêve d'accrocher au-dessus de son établissement une grande affiche lumineuse qui clignoterait en bleu dans la nuit de Kigali. « Parce que c'est la couleur de la Vierge. Et parce que je suis toujours en vie. » Le Rwanda aussi. ::

Monique Durand s'est rendue au Rwanda grâce à un programme de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) destiné aux journalistes.

Second regard



Evangeline Du Pas

Marquise Lepage à Grise Fiord, Nunavut, lieu de tournage de *Martha qui vient du froid*, un documentaire fait par des femmes, devant comme derrière la caméra.

Depuis deux ans, les cinéastes québécoises tirent la sonnette d'alarme : leurs projets sont sous-financés. Résultat : nous ne voyons presque pas de films faits par des femmes ! Sommes-nous bien au 21e siècle ?

| par Pascale Navarro

Le 29 mars dernier, Lyne Charlebois recevait le Jutra de la meilleure réalisation pour son film *Borderline* (coréalisé avec l'auteure du roman du même nom, Marie-Sissi Labrèche). Son trophée dans les mains, elle livrait ses remerciements et ajoutait, émue : « Je veux dire aux filles que c'est possible ! »

Car c'est la navrante réalité : alors que des femmes dirigent des pays, des banques et vont dans l'espace, aucune Québécoise n'avait encore remporté un prix Jutra pour la réalisation d'un film ! Voilà un combat qui paraît anachronique, tant on tient pour acquis que les femmes sont partout dans les domaines de la culture. « Mais elles y sont ! » assure Marquise Lepage, cinéaste et présidente de Réalisatrices équitables, un regroupement qui s'est donné pour mission de dénoncer cette situation. Le hic, c'est qu'elles n'arrivent pas à déposer leurs projets, parce que trop d'intermédiaires (producteurs, télédiffuseurs, distributeurs) craignent de confier la réalisation à des femmes. « Ce faisant, le milieu entretient la perception selon laquelle nous ne sommes pas capables de diriger une équipe et de mener un projet à terme. Bref, faute de financement, nos films ne se font pas ! À titre comparatif, quand on dépose des projets sans intermédiaires (avec les conseils des arts, par exemple), nos projets se développent et marchent très bien ! »

Cet attristant constat a décidé plusieurs femmes à se mobiliser de nouveau – le comité Moitié Moitié, formé de cinéastes indépendantes dans les années 1980, avait déjà défriché le terrain. Car en plus des obstacles structurels, le

financement des films a chuté depuis 30 ans! Pour l'année 2006-2007, chez Telefilm Canada, organisme subventionneur, seulement 13,5 % des projets déposés par des femmes ont été acceptés. Appuyées par 140 consœurs, plusieurs réalisatrices – dont Lucette Lupien (déjà à Moitié Moitié), Isabelle Hayeur, Eve Lamont et Marquise Lepage – ont décidé de fonder Réalisatrices équitables pour documenter, expliquer et, surtout, dénoncer cette situation.

C'est une rencontre amicale avec la cinéaste française Coline Serreau (*Trois hommes et un couffin*) qui a créé l'électrochoc nécessaire à la mobilisation, relate Marquise Lepage. « Lors de son dernier passage au Québec, Coline était abasourdie de voir que tant de femmes étaient cinéastes au Québec, mais que si peu parvenaient à réaliser leurs films. Ça nous a réellement secouées. » Une situation moins criante en France, où la tradition du cinéma d'auteur a préservé le créneau pour les réalisatrices. Ce n'est pas le cas au Québec, faute de financement, de public et de salles.

Marquise Lepage est consciente que, de son côté, tout va plutôt bien. Elle n'a jamais arrêté de tourner, et c'est pour cela qu'elle a accepté la présidence de Réalisatrices équitables. « C'est délicat, analyse-t-elle. Les femmes qui revendiquent sont considérées comme des empêcheuses de tourner en rond, et craignent d'être pénalisées. Comme je travaille beaucoup, je me suis dit que je risquais moins que les autres filles. »

Que voient les femmes ?

En effet, Marquise tourne. L'hiver dernier, elle a présenté *Martha qui vient du froid*, un documentaire magnifique et grave qui relate la déportation, en 1953, d'Inuits d'Inukjuak à l'île d'Ellesmere, au nord du cercle polaire. Un sombre événement de l'histoire, alors que le Canada voulait assurer sa souveraineté jusqu'en Arctique. Cette tragédie est racontée à travers le témoignage de Martha Flaherty, Inuite impliquée auprès de sa communauté, interprète et traductrice, résidant à Ottawa.

> « Si nos films ne se font pas, c'est tout un pan du monde qui n'est pas représenté, avec nos thèmes, nos particularités, nos corps, nos sensibilités. »
>
> Marquise Lepage

Appartient de l'eau au moulin des Réalisatrices équitables, ce film pourrait illustrer et lancer « le regard des femmes ». Le « féminin » n'en est peut-être pas le sujet principal, mais l'humanité dont le documentaire fait preuve est colorée par le sujet féminin qui raconte, et par celui qui filme. Ce n'est donc pas un film « de femme » (car il n'y a pas de modèle déposé !), mais fait par des femmes.

Avec les yeux et La voix de Martha Flaherty, Marquise Lepage y jette un regard différent sur l'histoire inuite. « Je ne sais pas si c'est un regard "féminin", répond la réalisatrice. Ce qui est certain, c'est que jusqu'à maintenant, personne n'avait raconté cette histoire au cours de laquelle des familles ont été séparées, humiliées et isolées dans la plus grande indigence. »

Que désire-t-on, quand on souhaite que plus de femmes réalisent des films ? « Découvrir leur imaginaire, répond Marquise Lepage. Si nos films ne se font pas, c'est tout un pan du monde qui n'est pas représenté, avec nos thèmes, nos particularités, nos corps, nos sensibilités. Or, ce sont précisément ces contenus et ces images que portent les films des femmes et leurs personnages. »

Des comédiennes, parmi lesquelles Geneviève Rioux, joignent leur voix à celle des Réalisatrices. Le Comité des femmes de l'Union des artistes (UDA), dont l'actrice fait partie depuis 2001, s'est uni cette année à leurs revendications. Après tout, elles visent le même but : faire vivre des femmes à l'écran, les montrer et les raconter dans toute leur diversité. Le Comité des femmes de l'UDA se désole de voir que, passé 40 ans, les comédiennes ne jouent presque plus à la télé, encore moins au cinéma. « Angèle Coutu a obtenu un *Jutra* pour un second rôle (*Bienvenue en 2009*, et elle a surpris tout le monde quand elle a déclaré avoir eu la "chance cruelle" huit jours de tournage dans son année… C'est désolant ! » déplore Geneviève Rioux, qui a obtenu le Gémeaux de la meilleure actrice en 2004 pour son interprétation de Simonne Monet-Chartrand dans la série *Simonne et Chartrand*. « Des actrices de talent ont de l'expérience, de la maturité, et encore des années devant elles, mais elles ne peuvent plus travailler ! »

Le féminin est-il universel ?

Pour un auteur, il est naturel de raconter une histoire de son propre point de vue. Comme ce sont souvent les réalisateurs masculins qui sont financés, à peine quelques femmes occupent l'espace cinématographique. Résultat : trop peu de « sujets » féminins s'expriment. « En série télé et en téléroman, les femmes avaient plus de place, souligne Geneviève Rioux. Or, il s'en tourne moins. Qu'allons-nous faire ? Jouer les mères et les grands-mères (de beaux rôles quand ils ne servent pas seulement de faire-valoir) toute notre vie d'actrice parce qu'on est âgées de plus de 35 ans ? Ça n'a pas de sens ! » « Voir toujours des personnages masculins et leur univers formater l'imaginaire de ceux qui regardent, poursuit Marquise Lepage. Cela devient la norme. »

Geneviève Rioux soulève aussi ce point central : « Je suis sidérée de voir à quel point les garçons connaissent peu ou pas les productions féminines. Tout se passe comme si nous n'existions pas dans l'imaginaire populaire autrement qu'à travers le personnage de la belle fille sexy. »

Pourtant, les filles, elles, connaissent les héros masculins ! « Jeune, je lisais les *Tintin* et les *Astérix*, poursuit l'actrice, et je n'avais aucun problème à m'identifier aux protagonistes, à m'intéresser à leurs aventures. Mais mes frères, comme la majorité des garçons, n'ont jamais eu le moindre intérêt pour des personnages de mes livres "de filles". Pourquoi ? »

La question est fondamentale : Pourquoi les films des femmes, leurs histoires et leurs personnages n'intéressent-ils pas les hommes ? Pour le dire autrement : Pourquoi le masculin est-il universel, et pas le féminin ?

Marquise Lepage rapporte une anecdote qui en dit long. « Il y a quelques années, j'ai fait un court métrage qui mettait en scène un garçon (joué par Marc-André Grondin). Or, à l'origine, c'était un scénario avec un personnage féminin, mais il n'avait pas été retenu au financement. J'ai changé le sexe du personnage et ça a passé. J'avoue que ça m'a fait réfléchir… »

Les fameux quotas

Parmi les solutions avancées, les Réalisatrices équitables évoquent des mesures volontaires pour s'assurer qu'un pourcentage du financement soit consacré aux films réalisés par des femmes. « Le milieu est plutôt contre, constate Marquise. On s'oppose aux quotas, prétextant qu'on ne doit pas réduire les femmes à des chiffres. Mais la culture au Québec ne tiendrait pas s'il n'y avait pas de quotas ! On n'entendrait pas de musique francophone, par exemple. Pourquoi ne fait-on pas la même chose pour les réalisatrices ? Pourquoi ce combat serait-il moins important ? »

Après tout, avance la cinéaste, c'est de l'argent public, donné par 50 % de femmes et 50 % d'hommes. « Comment se fait-il que nous ne voyions qu'une partie du monde ? »

Le Québec n'est pas Hollywood, ajoute la réalisatrice. « Je comprendrais que les producteurs québécois tentent de minimiser les risques qu'ils prendraient à financer personnellement des films. Mais le financement n'est composé que d'argent public : où est le risque ? »

En effet, il n'y en a pas… Il n'y a que de mauvaises habitudes, façonnées par 2 000 ans de patriarcat.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La place des femmes dans l'octroi de l'aide financière des programmes d'aide en cinéma et en production télévisuelle, février 2008, disponible au www.sodec.gouv.qc.ca

L'ACTIVISTE DES RIDES

Signe de vieillissement le plus perceptible, les rides sont devenues la cible numéro un de la bataille anti-âge. L'énergique et prolifique auteure française Christiane Collange, 78 ans, nage à contre-courant en se portant à leur défense.

| Propos recueillis par Anne-Christine Schnyder

Gazette des femmes : *Vous vouliez écrire un pamphlet contre les sociétés de visages figés, dénoncer le délire antirides. Cependant, vous avouez être un peu trop modérée dans vos propos…*

Christiane Collange : C'est difficile d'être résolument contre les traitements esthétiques. Je comprends que les personnes soumises à la pression, comme les actrices, se laissent tenter. Ce qui me gêne, c'est le glissement général de la société vers le trucage de l'apparence.

Sauf que, l'espérance de vie s'allongeant, même monsieur et madame Tout le Monde subissent cette pression de continuer à paraître jeunes pour rester dans la course.

Oui, mais le problème, c'est qu'on n'a pas l'air jeune quand on s'est refait. On a juste l'air refait ! Et cette disparition des visages réels me paraît une pente vers laquelle il ne faut pas aller, d'autant que même si, durant un bref moment, une intervention donne un petit coup de « mieux repassé », les gens dont la structure de la peau a été modifiée vieillissent plus mal que les autres.

Mais comment résister à la pression, ne pas succomber à la tentation de se faire ravaler la façade ?

C'est sûr qu'il est plus simple d'être agréable à regarder qu'affreux : on obtient plus facilement un emploi, etc. Mais ce n'est pas prouvé que ça rend plus heureux, que ça suffit à donner de l'équilibre dans la vie. Ça la simplifie, ça ne la remplit pas. Il ne suffit pas d'être agréable à regarder pour se faire une vie valable et pour avoir des relations humaines de qualité. Et ce n'est pas parce que vous êtes refaite que vous empêcherez un homme qui veut de la chair réellement fraîche d'aller en chercher.

EXTRAIT
« Ah, si davantage de femmes et d'hommes pouvaient "s'apprivoiser" au lieu de s'en vouloir d'avancer en âge, comme leur vie serait moins stressante et leurs visages plus avenants. »

Selon vous, ces visages lisses, privés d'expression, de personnalité, laissent présager un monde sans âme. Comment inverser la tendance ?

En optant pour un look plus naturel, ce qui ne veut pas dire se laisser aller, au contraire. Il faut commencer à prendre soin de soi très tôt et continuer à le faire en vieillissant, plutôt que d'attendre d'être abîmé et recourir à des moyens draconiens. On demeure ainsi naturellement agréable à regarder, ce qui n'est pas le cas, je trouve, des gens qui se font retoucher et affichent ainsi de fausses valeurs dans leur visage. En plus, comme me l'a dit un médecin, quand on sourit, les autres ne voient pas nos rides…

Outre cette mode du jeunisme, ce qui vous dérange, c'est que le commun des mortels se sent forcément dévalorisé par rapport aux gens qui ont subi des chirurgies.

Exactement. La téléspectatrice moyenne, par exemple, se retrouve devant des présentatrices, des célébrités opérées ou piquées au Botox et à l'acide hyaluronique qui ne vieillissent pas, ou très peu. Cela crée d'horribles complexes, et je trouve terrible de donner cette mauvaise opinion d'elles-mêmes à tellement de femmes.

Vous-même avez de la difficulté à admettre, quand vous croisez votre reflet, que cette vieille femme, c'est vous. Comment trouver l'équilibre entre l'âge intérieur que l'on ressent et l'âge extérieur que l'on projette, alors que le premier est souvent inférieur au second ?

D'abord, il faut se réjouir si on se sent plus jeune qu'on ne l'est. Mais le mot *jeune* m'horripile. On peut être vivant, joli, séduisant, dynamique, sexy, mais au-delà de 25 ans, on n'est plus jeune. Alors il faut juste être lucide, et moi, ce qui m'intéresse, ce n'est pas de quoi on a l'air, c'est ce qu'on ressent par rapport à la vie.

Christiane Collange, *Pitié pour vos rides. Une enquête sérieuse sur le monde de l'esthétique*, Éditions Robert Laffont, 2009, 198 p.

Chasse à la femme

Jeune femme en fuite après avoir tué son mari, Mary Bolton, 19 ans, est l'héroïne du premier roman de la Torontoise Gil Adamson, dont l'action se déroule au début du 20e siècle. Pourchassée par ses beaux-frères, deux géants roux, l'intrépide fugitive se lance dans une course effrénée pour la liberté à travers l'Ouest canadien. Peu préparée à vivre en forêt, bravant le froid, la faim, la nature sauvage et hostile, elle croise le chemin d'une vieille femme, puis d'hommes (dont le coureur des Crêtes, l'Indien, le révérend, le nain) qui, chacun à leur manière, la feront « avancer ». Une aventure prenante au personnage féminin fort, une écriture finement ciselée.

Gil Adamson, *La veuve*, Boréal, 2009, 424 p.

Faire la **différence**

Jadis chargée de réaliser des reportages sur des femmes d'exception pour le Grand Prix de l'action humanitaire lancé par le magazine *Madame Figaro*, auquel elle a longtemps collaboré, Annick Lacroix consacre ici davantage d'espace à 12 d'entre elles pour mieux les raconter. Raconter comment ces madames Tout-le-Monde (dont une fillette des bidonvilles de Bogota qui, à 10 ans et demi, s'est mise à aider les personnes âgées) font réellement la différence auprès des démunis, que ce soient les enfants handicapés laissés pour compte au Liban, les bambins maltraités en France, les nomades du Mali, les Kurdes aux villages dévastés. Loin de nous culpabiliser, ses portraits touchants, humains, porteurs d'espoir et profondément inspirants nous donnent envie de faire notre part.

Annick Lacroix, *Douze femmes qui soulèvent le monde*, Albin Michel, 2009, 240 p.

Aide-mémoire du féminisme

Né de la révolte, d'un désir d'exister et d'échapper à sa condition de fille vouée à servir ses frères, le féminisme de Gisèle Halimi a d'abord été instinctif. Après qu'elle eut quitté sa Tunisie natale pour Paris, à l'âge de 18 ans, il est rapidement devenu engagé. En tant qu'avocate, elle a recensé les lois patriarcales et sexistes du code Napoléon afin de les révoquer, en plus d'être de celles qui ont signé le manifeste pour le droit à l'avortement et de participer à la création de l'association Choisir, pour le droit ou non de procréer. Bilan de son parcours et, indirectement, de celui de Simone de Beauvoir, avec qui elle s'est battue pour la cause des femmes, ce témoignage est en fait un précieux aide-mémoire du chemin parcouru par les féministes.

Gisèle Halimi, *Ne vous résignez jamais*, Plon, 2009, 252 p.

L'UQAM au cœur des études féministes

L'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM offre une formation unique dans les universités québécoises de langue française assurée par des spécialistes engagées dans les débats contemporains.

CERTIFICAT EN ÉTUDES FÉMINISTES
Ce programme est entièrement consacré aux études sur les femmes, au féminisme et aux rapports sociaux de sexe.

CONCENTRATION EN ÉTUDES FÉMINISTES AUX 3 CYCLES
Vous pouvez enrichir d'une concentration en études féministes plusieurs programmes de 1er, 2e ou 3e cycle, notamment communication, études littéraires, géographie, histoire, psychologie, science politique, sciences des religions, sexologie, sociologie, travail social, etc.

UQÀM

RENSEIGNEMENTS
514 987-6587

www.iref.uqam.ca

PROJET DE LOI 25

VERS UNE RÉELLE ÉQUITÉ SALARIALE

L'adoption récente du projet de loi 25 représente un gain historique pour les femmes. Enfin, les travailleuses plus vulnérables – employées d'entreprises de petite taille ou sans syndicat – peuvent caresser l'espoir de voir la valeur de leur travail reconnue. Annonce d'un juste salaire pour toutes !

| par Nathalie Bissonnette

Bonne nouvelle : le projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale (1996), déposé à l'Assemblée nationale en mars 2009, a été adopté à l'unanimité le 27 mai dernier. Grâce à lui, le processus d'équité salariale gagnera en force : les délais accordés aux entreprises assujetties à la Loi seront resserrés, la Commission de l'équité salariale sera maintenue, des mécanismes de contrôle seront ajoutés et des ressources supplémentaires seront octroyées (1,5 million de dollars supplémentaires en 2009).

Le projet de loi 25 permettra de corriger le fait que, 10 ans après l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, pas même la moitié des entreprises assujetties ne s'étaient conformées à leurs obligations. Renforcer la Loi était essentiel pour aller plus loin dans la reconnaissance d'un juste salaire pour les femmes. Dorénavant, toutes les entreprises comptoises de 10 employés et plus devront atteindre l'équité salariale avant le 31 décembre 2010. Les nouvelles dispositions envoient un message clair : l'équité salariale est maintenant un droit acquis.

L'équité salariale est une pratique fondée sur la valeur du travail accompli, sans égard au sexe de l'employé. Une loi sur l'équité salariale reconnaît le caractère systémique de la discrimination salariale à l'égard des emplois à prédominance féminine et vise à corriger les écarts salariaux qui en découlent. Un levier important pour l'autonomie financière des femmes !

Au Québec, le Conseil du statut de la femme s'intéresse à la question depuis de nombreuses années. En 1993, l'organisme invitait le gouvernement à légiférer dans le but d'améliorer le salaire des travailleuses, constatant que même l'existence de l'article 19 de la Charte des droits et libertés de la personne (1976), qui prévoit un salaire égal pour un travail équivalent, n'allait pas suffire à rattraper le retard qu'accusait le Québec par rapport aux autres provinces canadiennes en matière d'équité salariale. Puis, le Conseil a participé au débat qui a conduit le Québec à se doter d'une loi sur l'équité salariale ainsi qu'aux deux consultations publiques inhérentes au processus.

Quand le salaire a un sexe

En 1996, l'adoption de la Loi sur l'équité salariale a constitué un gros pas en avant pour les femmes. Pourtant, 10 ans après son entrée en vigueur, l'équité salariale était loin d'être réalisée partout, que ce soit dans les grandes ou les petites entreprises, dans le secteur privé ou public. Le rapport du ministre du Travail sur la mise en œuvre de la Loi, déposé en 2006, rapportait que seulement 47 % des entreprises assujetties s'étaient conformées à leurs obligations, tandis que 58 % n'avaient entrepris aucun exercice d'équité salariale. Aujourd'hui encore, le revenu de travail des femmes ne représente que 72 % de celui des hommes. Les femmes sont toujours concentrées dans les emplois traditionnellement féminins – donc sous-payées – malgré qu'elles représentent 60 % des finissants aux études postsecondaires.

L'entrée en vigueur du projet de loi 25 permettra à des milliers de travailleuses de disposer d'ajustements salariaux dont elles ont été privées pendant plusieurs années. Les amendements à la Loi sur l'équité salariale forceront également les employeurs à rendre des comptes : des mécanismes de suivi de l'application de la Loi les obligeront à produire une déclaration annuelle au ministère du Revenu et à déposer un rapport à la Commission de l'équité salariale tous les cinq ans.

Aucun doute, ce processus plus formel inscrit l'équité salariale au nombre des valeurs primordiales pour la société québécoise !

RIEN N'EST PARFAIT

Si le projet de loi 25 entraînera des gains importants, il présente encore quelques lacunes, selon deux syndicats. En juillet, l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux et le Syndicat de la fonction publique du Québec ont déposé un recours en Cour supérieure pour dénoncer le retrait de toute possibilité de rétroactivité une fois l'exercice de maintien de l'équité salariale complété.

Pour en savoir plus :
www.ces.gouv.qc.ca

KARINE DUBOIS

Lois Siegel

La « petite gêne » des réalisatrices

Comme productrice indépendante, je côtoie quotidiennement de jeunes réalisatrices bourrées de talent… mais qui se sous-estiment. Pourquoi doutent-elles de leur potentiel ? J'ai posé la question à quelques-unes. **Gros plan** sur leurs réflexions.

J'ai amorcé mon « enquête » en croyant que les filles qui étudient en cinéma restaient derrière des l'université, préférant faire leur apprentissage dans des postes de soutien et laisser leurs confrères masculins réaliser avec fougue et ambition. Erreur. Les filles interrogées voient plutôt dans les programmes d'études le dernier refuge permettant de créer à l'abri du rude marché du travail. Une fois la « ouate universitaire » dissipée, elles doivent faire leur place dans un milieu reconnu comme hermétique. Karine B. a mis le doigt sur le bobo : « La microsociété qu'est l'université n'est pas réaliste. Elle ne permet pas de développer suffisamment ce qui sera le plus utile à la sortie : une force de caractère à toute épreuve. Les programmes de cinéma devraient insister sur le développement des individus. »

J'ai demandé à ma complice Catherine P., qui me semblait être née réalisatrice, à quel moment elle avait eu la « grande révélation ». Avec sérénité, elle m'a parlé de son passage par le doute avant d'embrasser ce métier. « Dans nos cours, la majorité des étudiants voulaient réaliser. Pas moi. Pas que je ne voulais pas foncer, plutôt parce que je ne savais pas ce que je voulais faire. J'ai commencé à penser à réaliser quand j'ai vu un film de Manon Barbeau, UNE cinéaste ! Il y a pas mal moins de modèles de réalisatrices, surtout en fiction. » Au fil des conversations, toutes les filles que j'ai interrogées ont en effet souligné la difficulté de se définir comme réalisatrice quand les modèles les plus populaires s'appellent Kubrick, Coppola ou Allen…

Ainsi, avant de trimer dur pour entamer le difficile parcours du financement d'une œuvre, pour vendre une idée à un producteur, pour se faire respecter sur un plateau, plusieurs réalisatrices doivent d'abord passer par l'étape d'assumer leur choix de carrière. Décidément, il n'y en aura pas de facile.

« C'est paradoxal. J'ai toujours eu confiance en moi, je n'ai jamais eu de difficulté à me vendre, raconte Catherine T. Mais la réalisation vient titiller une corde "existentielle" que je ne me soupçonnais pas. Après la fin de mes études, malgré un court métrage dont j'étais très fière et qui a eu une vie intéressante en festival, j'arrivais mal à me définir comme réalisatrice, alors que j'avais un *background* conséquent (bac en cinéma, premier film réussi). J'ai beaucoup réfléchi à propos de ma tergiversation : une fille qui a fait des études en génie n'a sûrement aucun mal à s'autoproclamer ingénieure ! Elle vient d'où, ma "petite gêne" ? »

Un ami travaillant sur les plateaux depuis longtemps ose une réponse : « Peut-être que les filles sont moins sûres d'elles parce qu'elles sentent ce non-dit du milieu : les filles ont moins droit à une deuxième chance. »

Pendant ce temps, pour payer l'épicerie, plusieurs réalisatrices se trouvent des jobs alimentaires. Véritables démons, ces emplois de coordonnatrice ou d'assistante qu'elles exercent avec tant de facilité menacent de les faire dérailler de leur objectif premier : réaliser.

Chez les jeunes réalisatrices, l'idée de mesures incitatives pour favoriser la place des femmes derrière la caméra fait sourciller. Pour Sandra, la solution est ailleurs : « C'est à nous de créer, de faire des films, de devenir incontournables. Il faut répéter sans cesse que nous aspirons à réaliser. »

Au terme de ces échanges, je m'apprête à faire breveter une méthode pour aspirantes réalisatrices : se trouver, s'assumer, foncer. Pas *game*, les filles ?

Causer égalité… à l'ère d'Internet

La *Gazette des femmes* a récemment discuté avec Christine St-Pierre, la ministre, mais aussi l'ex-journaliste pour qui l'égalité entre les femmes et les hommes doit pouvoir tirer profit des nouveaux moyens de diffusion de l'information.

| Propos recueillis par Nathalie Bissonnette

Gazette des femmes : *La Gazette des femmes célèbre ses 30 ans d'existence. Selon votre perspective, comme ministre de la Condition féminine, quel est le rôle social le plus significatif joué par cette publication gouvernementale ?*

Christine St-Pierre : À l'époque, comme jeune féministe, je lisais la *Gazette des femmes* assidûment. Nous l'avions à portée de la main. C'était – et c'est toujours – un magazine qui se consacrait vraiment à la promotion des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes. J'ai longtemps eu sur ma table, ici à mon bureau, le numéro intitulé *Le papa nouveau* (mai 2007), qui illustrait bien comment le congé parental vient aussi toucher les jeunes pères. Les sujets traités dans la *Gazette* sont intéressants. C'est bien écrit, court, clair et bien présenté. C'est une source d'information importante qui a fait sa place, une publication devenue incontournable. Quand *La vie en rose* a disparu, il nous restait la *Gazette des femmes* !

En considérant votre expérience combinée de journaliste et de politicienne, que pensez-vous du mythe très présent dans la société québécoise selon lequel l'égalité des sexes est déjà atteinte ?

Il faut reconnaître qu'énormément de progrès a été fait. C'est indéniable et c'est justement grâce à la lutte que les femmes ont menée. Peut-être les jeunes générations croient-elles que c'est réglé et que nous avons atteint notre vitesse de croisière. Mais ces acquis-là sont fragiles. Il va toujours falloir garder l'œil ouvert pour faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes partout dans la société. Cependant, dans l'esprit des gens, le vocabulaire doit changer. Tout comme dans d'autres pays, en France ou en Angleterre par exemple, on parle beaucoup d'« égalité » entre les femmes et les hommes, je pense que c'est ce discours qui va toucher davantage les hommes. On leur demande d'être nos « partenaires » dans le processus ! Bien sûr, au début, c'était vraiment une guerre de tranchées. Il fallait défoncer les portes. Maintenant, il faut que les portes qui ont été ouvertes restent ouvertes. Il y a encore des plafonds de verre. Il faut travailler encore, mais avec la perspective d'intéresser les jeunes. C'est aussi une façon de repousser les masculinistes, qui essaient de nous faire perdre nos acquis. Mais les hommes qui estiment que l'égalité des sexes est naturelle, il faut leur faire de la place dans ce débat-là.

Avez-vous déjà vécu des situations sexistes ?

Ah mon Dieu ! (Rires) Oui ! J'ai vécu le sexisme à bien des égards. Maintenant, dans mon rôle de ministre de la Condition féminine, je vois encore des vieux penchants qui ne se corrigent pas, on dirait. Un ami me disait : « La condition féminine, c'est un peu comme un jardin qu'il faut constamment entretenir afin de le protéger contre l'envahissement de la mauvaise herbe. »

Que répondre à celles et ceux qui anticipent avec nostalgie la fin de la version papier de la Gazette des femmes ?

Il y avait un virage à effectuer pour sauver la *Gazette des femmes*. Et c'est ce que le Conseil du statut de la femme et Christiane Pelchat, sa présidente, ont fait. Va-t-on atteindre plus de femmes sur Internet ? Je pense que oui. La copie papier était-elle disponible n'importe où, n'importe quand, de toutes les manières ? Non ! Alors que d'un simple clic de souris, on a facilement accès à un magazine de qualité. On peut rendre cette publication et son contenu accessibles à travers le monde et pouvoir montrer ce qui se fait ici. Car on est vraiment avant-gardistes en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Au Canada par rapport aux autres provinces, la société québécoise est vraiment la plus avancée.

À titre d'ancienne journaliste, croyez-vous à l'exploitation du Web pour assurer la vitalité et la pérennité des médias écrits ?

Vous, moi, nous tous, on va sur Cyberpresse pour avoir accès à la nouvelle immédiatement. On n'attend plus au lendemain matin pour être au fait des dernières nouvelles. Personnellement, j'adore mon journal papier. J'aime tourner les pages et prendre mon temps. J'ai tous les journaux et je les lis quasiment d'un couvert à l'autre. Mon bonheur du samedi matin, c'est ma pile de journaux à parcourir : *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Devoir*, le *Journal de Montréal*, *The Globe and Mail*, *The Gazette*, etc. Mais en même temps, Internet nous donne tellement un accès mondial à l'information ! Il y a ce côté découverte extraordinaire, et de l'autre, notre journal, le mien déchiré par rapport à ça.

Par ailleurs, le journalisme est en train de changer énormément. Déjà, à mon époque, il était pressé comme un citron. La nouvelle n'est pas encore sortie qu'il faut que tu sois en train de l'analyser. C'est un défi pour le journaliste d'avoir toute la rigueur nécessaire dans un tel contexte, de prendre le temps de vérifier ses sources, etc.

D'autre part, je pense qu'une question d'éthique se pose par rapport aux blogues. Je suis d'avis qu'il devrait peut-être y avoir un code de déontologie pour les blogueurs-journalistes. Ce type de media laisse place à une opinion un peu trop carrée. Mais ce sont des forums de discussion… La Fédération professionnelle des journalistes du Québec doit être en train de se pencher là-dessus.

Les journalistes eux-mêmes doivent réfléchir à la manière dont ils veulent pratiquer leur métier. Ce n'est pas au gouvernement de le déterminer. Et il s'agit d'un enjeu mondial.

La *Gazette des femmes* s'intéresse à la réalité des femmes actuelles et aux défis auxquels elles font face.

Notre publication souhaite susciter la réflexion en proposant des débats sur des sujets connus et controversés, des dossiers d'envergure, des reportages des quatre coins de la planète, des entrevues avec des femmes et des hommes qui ont des idées pour réussir à édifier une société égalitaire pour toutes et tous.

Servez-vous de cet outil pour relayer les valeurs d'égalité entre les sexes!

Gazette DES FEMMES

Inscrivez-vous à la liste d'envoi au

www.placealegalite.com

La *Gazette des femmes* est publiée **gratuitement** sur Internet cinq fois par année.